



M. Pierre **DALMOND**

16 décembre 1800 - 22 septembre 1847

Vice-préfet apostolique de Bourbon

Pierre Dalmond est né le 16 décembre 1800 à Cambieu dans le Tarn. Après des études secondaires à la Fage, au collège Pauilhé où il termine sa philosophie en 1818, il entre au séminaire de Montpellier ; il est ordonné prêtre, en 1824 à Albi, par Mgr Brault. Après avoir été vicaire à St-Pierre Gaillac, puis curé de la paroisse de Marnaves, il rejoint la Guadeloupe où il restera 4 années. Le père Henri de Solages lui demande de l'accompagner à l'île Bourbon (la future Réunion) où ce dernier est nommé préfet apostolique des îles de l'océan Indien depuis le 15 août 1829. Ils arrivent dans l'île le 7 janvier 1831. La situation sociale et politique est tendue car l'île est exclue des avancées démocratiques de la Révolution de 1830. Pour les Francs-Créoles, l'arrivée d'Henri de Solages, conservateur intolérant et opposé au nouveau régime de Louis-Philippe, est considérée comme une provocation. Même le clergé est divisé, et de Solages, impuissant et isolé, est forcé de démissionner et de partir à Madagascar. Il confie à Pierre Dalmond l'intérim, alors que cette nomination est contestée, Mgr de Solages ayant "outrepassé" ses droits. Le nouveau préfet apostolique Pastre étant bloqué en France, Pierre Dalmond, vicaire à St-Paul puis à St-Denis, continue, de façon prudente, à assumer la fonction de vice-préfet apostolique. En apprenant la mort de son protecteur de Solages, le 8 décembre 1832 (mort de faim sur les ordres de la reine Ranavalona), il se décide à partir dans la Grande Ile "continuer l'œuvre de son ami". Ce départ ramène la sérénité à Bourbon alors que son successeur, l'abbé Poncelet s'installe à St-Denis.

Arrivé à l'île Ste-Marie en 1837, il va ensuite à Nossy-Bé, nouvellement cédée à la France. A la demande de la jeune reine Tsiomeko, il évangélise, enseigne et participe à la construction de Hell-ville. Toute sa vie va désormais se passer entre Bourbon et Madagascar.

En visite à Rome en 1844, il rencontre le pape Grégoire XVI et sollicite l'aide des Jésuites et du Saint-Cœur de Marie pour Madagascar. Il retourne d'ailleurs à Bourbon, le 27 décembre 1844, avec six Jésuites et deux missionnaires du St-Cœur de Marie avant de partir à Mayotte dans les premiers jours de janvier 1845. Durement éprouvé par ces voyages et le climat malgache et mahorais, il rentre à Bourbon où les Jésuites avaient fondé le centre de la Ressource pour l'accueil des jeunes Malgaches. Fatigué, il confie au Père Jouen les fonctions de vice-préfet apostolique. Lors d'un nou-

DALMOND Pierre

veau voyage à l'île Ste-Marie, il meurt le 22 septembre 1847. Il fut enterré sans prêtre — étant le seul dans l'île — avec les honneurs militaires. A la demande de M. Vergès, commandant de l'île Ste-Marie, tous les habitants assistèrent aux obsèques.

A la Réunion, son souvenir est associé à une période difficile de l'histoire de l'Eglise où ses qualités de conciliateur ont été remarquées. Il est également associé à Salazie où il bénit le village naissant, et posa la première pierre de la chapelle d'Hellbourg.

UN DES MEILLEURS

"M. Dalmond est un des meilleurs prêtres dont la France ait fait présent à notre Colonie. Pendant le cours d'un apostolat qui n'a pas duré moins de 17 ans, il a partagé son dévouement entre Bourbon et Madagascar, et ici, comme là-bas, il a laissé des monuments de sa bonté évangélique, de son amour du bien, de sa grande piété et aussi de son esprit créateur."

Thomy Lahuppe

Bibliographie

- *Vocabulaire et grammaire pour les langues malgaches et betsimisaraka* (1842)
- *Vocabulaire malgache-français pour les langues Sakalava et Betsimisaraka*

Source

- T. Lahuppe in *Album de la Réunion*, A. Roussin Tome IV, 1867
- Mgr Maupoint in *Almanach Religieux de l'île Bourbon*, 1863

Illustration : Mgr Dalmond (Jibé)

Henri DANEL

23 septembre 1850 - ?



Gouverneur de la Réunion

Henri-Eloi Danel est né le 23 septembre 1850 à Béthune (Pas-de-Calais). A sa sortie de l'École Navale, il servira comme enseigne et lieutenant de vaisseau avant de passer le concours d'inspecteur des colonies en 1887. Il est nommé lieutenant-gouverneur de Cochinchine en 1889.

Le 11 juillet 1893 il prend le gouvernement de la Réunion. Danel se fera surtout remarquer dans son combat contre les fonctionnaires et la fraude fiscale. La Réunion avait trop de fonctionnaires estimait-il. Dans un discours le 4 juin 1895, lors de l'ouverture de séance de la session extraordinaire du Conseil Général, il déclara : - « *Les diminutions d'effectifs pour respecter les droits acquis doivent se faire par voie d'extinction. Je ne vous cacherai pas que l'opération est plus difficile ici que dans n'importe quelle colonie puisque, jusqu'à notre arrêté du 3 mars 1894, on entrait dans l'administration sans condition d'aucune sorte ; on y entrait quelquefois à l'âge où on aurait dû en sortir* ».

Confronté au triptyque réunionnais de cette fin de siècle : crise sucrière/manque de bras/difficultés du crédit, Danel estime que la solution doit venir de la France : - « *La Métropole ne peut rester sourde au cri de détresse poussé par ses vieilles colonies* » -. Mais il souhaite quand même s'attaquer à la racine du mal : le sucre. Il propose un ultime recours au café et à la vanille pour sortir des « *dangers de la monoculture* » et l'abolition de la taxe sur des étrangers s'engageant à s'établir comme cultivateurs dans l'île.

En ce qui concerne l'immigration, malgré le concours du gouverneur d'Obock, les tentatives en Ethiopie et à Djibouti ont été vaines. En revanche, du Mozambique continuent de venir des engagés.

Dans sa volonté de faire des économies, le fonctionnaire n'est pas le seul visé. Danel va lutter contre la fraude fiscale et la réglementation qu'il estime inopérante sur la circulation des tabacs.

Faisant écho à une profession de foi publiée lors des dernières élections, il affirme « *Nous serons toujours avec ceux qui veulent travailler résolument à faire entrer le pays dans la voie des économies indispensables et des réformes vraiment démocratiques* ». Il quitte la Réunion le 21 juin 1895.

DANEL Henri

IMPUISSANTE

«Tout le monde sait donc aujourd'hui que la Réunion est impuissante à sortir seule de la crise qui l'étreint et il dépend surtout de vos représentation légaux en France de solliciter des pouvoirs publics les lois nécessaires pour remédier à cette triste situation. La Métropole ne peut rester sourde au cri de détresse poussé par ses vieilles colonies et nous espérons qu'elle ne leur refusera pas la protection dont elles ont si grand besoin»

H. Danel
Discours au Conseil Général, le 4 juin 1895

Source

R. Lucas, M. Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, CRI, St-Denis, 1986

Illustration : La récolte du café (ADR)

MS

MÉDECIN À ST-BENOIT

« Longtemps il dut y suffire seul aux besoins de la santé publique, et vous savez quelles fatigues Saint-Benoit imposait alors à un médecin, avec des routes impraticables aux voitures et souvent dangereuses. A soixante-dix ans, une souffrance à calmer l'avait appelé loin de sa demeure, lorsqu'un accident, qui faillit lui coûter la vie, l'avertit qu'il était temps de mettre des bornes à un zèle que l'âge n'avait pas refroidi ; mais ce fut seulement à plus de quatre-vingts ans que son expérience cessa d'être utile à ses concitoyens. Après tant de travaux, tant de services rendus, après une vie d'une économie sévère, il est mort pauvre ; ceci, messieurs, n'a pas besoin de commentaires. Il a vu venir la mort sans effroi ; depuis longtemps il en parlait comme de l'instant du repos, énumérant en physiologiste ce qu'elle lui avait déjà pris, ce qu'elle avait à prendre encore. Il s'est éteint doucement ; sa vie n'a pas été brisée ; elle a fini. »

Émile Trouette

Source

Auguste Vinson, *Le Moniteur*, 26 août 1857.

Illustration : Rivière des Marsouins à St-Benoît (Roussin)



Rodolphe (baron) **DARRICAU**

17 mars 1807 - 19 juillet 1877

Gouverneur de la Réunion

Fils de Lecouteux de Caumont, général de division, Rodolphe-Augustin est né à St-Denis (France) le 17 mars 1807. Il se destine tôt à la carrière militaire. Il prépare l'École Polytechnique et entre dans la Marine comme élève sur l'*Orion* à Brest en octobre 1827.

Il fait campagne aux Antilles, au Brésil et en océan Indien et prend part sur la *Terpsichore*, commandée par le capitaine de vaisseau Goubeyre aux débarquements à Tamatave et à Foulpointe en octobre 1829 à Madagascar. Lieutenant de frégate en janvier 1832, il se distingue sur le *Dupetit-Thouars* au Levant lors de l'incendie de Smyrne en 1834. Lieutenant de vaisseau en 1838, il sert sur la *Belle Poule* avec le Prince de Joinville en 1839, commande l'*Éperlan* à la station d'Islande en 1841 et sur les côtes occidentales d'Afrique en 1842 ; il crée des comptoirs à Assinie en Côte-d'Ivoire et explore les rivières du Gabon. Il négocie à Londres avec le duc de Broglie, en 1844, les accords relatifs à la répression de la traite négrière. Il commande la *Fine* au Sénégal en 1845, et il est promu capitaine de corvette ; il commande sur le *Caiman* en 1848 ; il se distingue lors de l'attaque de Grand Bassam en Côte-d'Ivoire en 1849 sous les ordres du capitaine de vaisseau Bouët Willaumez.

Capitaine de vaisseau en 1853, il prend le commandement de la frégate à vapeur *Descartes*, et bombarde Odessa en 1854. Il reçoit la cravate de commandeur de la Légion d'honneur.

Pour le successeur du gouverneur Hubert-Delisle, la Réunion n'est pas une inconnue. Le baron Darricau avait eu l'occasion, au début de sa carrière, de faire un séjour dans l'île.

En quelque six ans de gouvernement, le Baron Darricau se révélera être un excellent analyste de l'île, de sa population, de son économie, de ses problèmes. Ses tournées dans les communes vont lui permettre d'arrêter une conviction : la prospérité de l'île est artificielle et les moyens sur lesquels elle repose sont dangereux. Les analyses qu'il développera vont être prémonitoires. Alors que la quasi-totalité des notables réunionnais réclame à cor et à cri l'intensification de l'immigration, le gouverneur Darricau va être un des très rares responsables au cours de toute la seconde moitié du XIX^e siècle à s'interroger publiquement sur le bien-fondé d'une telle politique et à contester officiellement la thèse de pénurie de main-

DARRICAU Rodolphe (baron)

d'œuvre sur laquelle elle s'appuie. Il y a dans l'île deux mondes : à côté de la plus luxuriante culture, la plus triste pénurie, à côté de la richesse dans un petit nombre de mains moins que la médiocrité dans la plus grande partie de la population. Cette situation de déséquilibre est, selon le gouverneur, amplifiée par la monoculture de la canne d'autant plus, déclare-t-il, "que les grands propriétaires vont en Europe jouir de leur fortune y dépenser leurs revenus qui devraient appartenir au sol natal".

L'administration du gouverneur Darricau va être également marquée par des catastrophes naturelles dont la plus impressionnante fut le tremblement de terre qui précéda l'éruption volcanique de mars 1860.

En quittant l'île le 19 septembre 1864 à bord de l'*Emirne* le gouverneur Darricau inaugurerà le service des Messageries Maritimes. Il meurt à Paris le 19 juillet 1877.

L'AFFAIRE DU MASCAREIGNES

La course effrénée au profit et le recours obsédant à la main d'œuvre engagée provoquera en 1859 une véritable catastrophe. Le 17 février, le navire *Les Mascareignes* arrive en rade de St-Denis avec, à son bord, un recrutement de trois mille travailleurs. Recrutés dans une région contaminée par le choléra, de nombreux Africains mourront au cours de la traversée. Le capitaine Danel, pour ne pas perdre le bénéfice de son voyage va dissimuler la réalité du mal. Il fournira un faux rapport et des certificats de complaisance. Les travailleurs africains furent alors débarqués et la première mort se produisit le 12 mars 1859.

Quand le choléra fut identifié ce fut trop tard. Saint-Denis était déjà touchée. A la fin du mois de mai quand cessa l'épidémie, on dénombra uniquement dans Saint-Denis 863 morts. Les responsables du *Mascareignes* furent traduits devant les Assises. Le procès qui dura du 24 janvier au 1^{er} février 1860 passionnera la colonie et il se terminera par l'acquiescement du capitaine Danel et de ses adjoints.

Le navire appartenait à Monsieur de Rontaunay.

R. Lucas, M. Serviable,
Les Gouverneurs de la Réunion

Source

R. Lucas, M. Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, CRI, St-Denis 1986

Illustration : Rodolphe Darricau (Roussin)

MS

Louis **DARRAYOAGUE**

Décembre 1768-21 août 1857



**Médecin,
Doyen du corps médical**

Fils de Martin Darrayoague et de Joséphe Lapeyre, Joseph-Louis-Vincent Darrayoague est né à San Sébastien en décembre 1768. Destiné tôt à la profession médicale, il devient l'élève du Dr L'héritier, médecin du parlement. Ce célèbre praticien avait le service de la Conciergerie dans ses attributions. Ainsi lors du procès du collier en 1783, le jeune Louis Darrayoague, assistant du célèbre Dr L'héritier fut appelé à saigner Mme Lamotte, emprisonnée.

Autre célébrité dont Darrayoague sera l'ami : Bichat. Tous deux étaient stagiaires chez Dessault. Et pendant dix-huit mois, il travailla à des études anatomiques avec le physiologiste qui devait faire la renommée de l'Ecole de Paris.

Le déclenchement de la Révolution perturba ses études. Le 14 juillet 1789, Darrayoague faisait partie de la foule qui marcha sur la prison de la Bastille. Faire couler le sang pour des raisons autres que médicales lui répugnait. Il essaya, malgré l'effervescence dans la capitale, de terminer ses études pour exercer dans ces temps troublants.

En 1793, il fut fait chirurgien-major de la 22^e demi-brigade d'infanterie légère à l'armée des Pyrénées occidentales. Il aura comme compagnon d'armes le fameux De Latour d'Auvergne, alors capitaine à la 80^e demi-brigade. Il se hasarda également à servir en mer. Embarqué comme chirurgien à bord du *Mucius* (capt. Laréguy), il prit part au combat du 13 prairial an II (1^{er} juin 1794). Il assista avec stupeur révérente au sabordage du *Vengeur* qui choisit de ne pas amener ses couleurs et coula pour éteindre l'incendie qui le consumait. Louis Darrayoague sera fait à deux reprises prisonnier et incarcéré en Angleterre.

La paix d'Amiens lui permit de venir dans l'océan Indien, à l'Isle de France. En 1802, il vint s'installer à la Réunion et choisit St-Benoît pour y exercer sa science. Il passa cinquante-cinq ans dans l'île en servant la population avec dévouement et désintéressement.

Il meurt le vendredi 21 août 1857 à St-Benoît à l'âge de 87 ans. Il avait épousé Clarice Despéroux dont il était veuf. C'est son neveu, Émile Trouette qui prononça l'éloge funèbre.



Eugène DAYOT

8 ~~août~~ 1810 - 19 décembre 1852
Septembre

Poète et journaliste

Le 8 août 1810 vint au monde, à St-Paul, Eugène Dayot. L'île est alors anglaise depuis un mois. Après des études au collège Raffray, il entre dans l'administration des Ponts et Chaussées. Mal payé, il démissionne pour rejoindre son père établi comme négociant à Madagascar.

Le jeune Eugène, souffrant de fièvres n'y séjourne pas longtemps. C'est à son retour que se manifestent chez lui les premiers symptômes de la lèpre qui devait l'emporter à 42 ans.

Avait-il contracté la terrible maladie lors de son séjour madécasse ou alors par sa nourrice noire qui l'avait allaité ? Quoi qu'il en soit, à 20 ans il avait un visage crevassé de rides profondes, des paupières rouges et larmoyantes qu'il cachait derrière de grosses lunettes noires. Dayot était un véritable mutilé et ne se présentait qu'avec un grand chapeau de paille abaissé sur le front. Mais il n'était pas homme à s'apitoyer longtemps sur son sort. Il se lance dans l'écriture poétique. Ses élégies sont des cris de douleur sur sa condition ; «chaque vers est un sanglot» dit Raffray.

De retour à St-Paul, il se lance dans le combat de la presse. Il rachète l'ex-glaneur et fonde le journal *Le Créole* en 1839 ; *Le Mutilé* y paraîtra la même année. Il est contre la peine de mort («ce noir attentat») et contre l'esclavage. Ces positions progressistes lui attirent de solides inimitiés de la part de l'*establishment* local. Le journal est boycotté. Après de graves revers financiers il est contraint de vendre son imprimerie en novembre 1843.

L'ex-journaliste, un temps clerk de notaire, devint feuilletoniste du *Courrier de St-Paul* et publia un roman en presse intitulé *Bourbon Pittoresque*. Sa mort, le 19 décembre 1852, laissa l'œuvre inachevée. Il repose au cimetière marin de St-Paul.

Il avait écrit : «Dans ce monde où tout naît, tout vit et doit mourir, que laisserai-je ? Rien... pas même un souvenir.»

Il avait tort, son souvenir reste encore vivace dans l'île.

DAYOT

« Oh dis-moi donc, enfant de la race créole
D'où vient que pour nos bords ton cœur est sans amour (...)
France ! France ! Voilà ce que ton âme crie :
Eh ! La France, dis-moi, vaut-elle ta patrie ? »

E. Dayot

Bibliographie

- *Bourbon Pittoresque*, 1878
- *La Récréation*, pièce de théâtre
- *Mon Fauteuil* (recueil inédit)

Sources

- L. Ozoux, *Poètes de l'île Bourbon*, Tananarive, J. Paoli et fils
- J.M. Raffray in *Album de la Réunion* de Roussin, 1857

Illustration : Eugène Dayot (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



Michel DEBRE

15 janvier 1912 - 2 août 1996

**Premier Ministre de la France
Député de la Réunion
Académicien**

Fils du pédiatre Robert Debré et de madame, née Debat-Ponsan, Michel Debré est né à Paris le 15 janvier 1912. Titulaire d'un doctorat en droit et diplômé de sciences politiques, il entre comme auditeur au Conseil d'Etat en 1939. Pendant la deuxième guerre mondiale, il devient l'un des « *hommes de l'ombre* ». En juillet 1943, il a la charge de préparer le corps des Commissaires Régionaux de la République, les futurs préfets. Il en devient membre pour la région d'Angers. Il rencontre, à ce titre, pour la première fois, le Général de Gaulle en 1944. Ce sera le début d'une fidélité envers l'homme du 18 juin.

Chargé de mission, après la Libération, auprès du Général, il établit les statuts de l'Ecole Nationale de l'Administration. Son nom reste attaché à une loi de 1959 sur le financement des écoles privées. La même année, un décret de son gouvernement voit la création d'un ministère autonome des DOM-TOM. Son œuvre majeure est la rédaction de la Constitution de la V^e République. Nommé premier chef de gouvernement de cette V^e République, il reste à Matignon jusqu'au 14 avril 1962, juste après la ratification des accords d'Évian.

A la fin des années 50, la décolonisation a commencé. Dans les DOM, la préférence nationale nécessitait une certaine stabilité politique. En ce sens, le 15 octobre 1960 est publiée une ordonnance visant les fonctionnaires « *dont le comportement est de nature à troubler l'ordre public* », et qui peuvent alors être affectés en Métropole. L'ordonnance sera abrogée le 10 octobre 1972.

Alors Premier Ministre, il accompagne, le 9 juillet 1959, le Général de Gaulle qui se rend à la Réunion pour la seconde fois, mais cette fois en tant que Chef de l'Etat. C'est, pour Michel Debré, le premier contact avec une île qu'il sera amené à revoir. La Réunion est depuis le 19 mars 1946, un département français d'outre-mer. Pourtant, demeurent des retards, en matière d'hygiène et d'alimentation, qui n'échappent pas à ce fils de médecin.

Le 22 février 1963, le Conseil Constitutionnel annule l'élection de Gabriel Macé dans la première circonscription. Il faut revoter. Les communistes sont galvanisés par le retour dans l'île de leur candidat, Paul Vergès ; à droite, l'électorat est divisé. Gabriel Macé et David Moreau acceptent alors de se désister en faveur d'une personnalité au statut national. A l'initiative du sénateur UNR Georges Repiquet, une délégation d'élus

DEBRE Michel

lance alors un appel à l'ancien Premier Ministre... qui accepte. Les élections ont lieu le 5 mai 1963, dans le calme. Michel Debré est élu avec plus de 80% des suffrages. Il représentera la Réunion à l'Assemblée Nationale pendant plus de 25 ans.

Au nombre de ses réalisations : le lycée Roland Garros et l'Ecole Militaire Préparatoire au Tampon, le Régiment de Service Militaire Adapté, et la résorption des bidonvilles. Il est aussi à l'origine de mouvements de populations des D.O.M. vers la Métropole. Conçu à cet effet, le BUMIDOM a duré de 1963 à 1982. Un temps critiquée, l'idée sera ensuite reprise sous le terme de mobilité.

Michel Debré reste l'un des grands administrateurs de la France moderne. Son retrait de la scène politique nationale s'effectue en 1981. Candidat à l'élection présidentielle, face à un autre gaulliste, Jacques Chirac, il n'obtient que 1,6% des suffrages. Il reste néanmoins maire d'Amboise, et député de la Réunion. Lors des législatives de 1988, Auguste Legros, son suppléant depuis 1981, se déclare candidat. Michel Debré décide alors de ne pas se représenter.

Il revient une dernière fois dans l'île en 1989 pour une conférence-bilan sur la départementalisation. La même année, il est élu à l'Académie Française. Son épée porte la Croix de Lorraine, les armes de la ville d'Amboise, et une représentation de la Réunion, trois emblèmes qui lui sont chers. En 1992, il démissionne de son dernier mandat électif, celui de conseiller général d'Indre-et-Loire. Il s'est éteint le 2 août 1996 à l'âge de 84 ans à son domicile de Touraine.

CRÉOLE UN JOUR, CRÉOLE TOUJOURS

« Où flotte le drapeau français, doit s'affirmer la solidarité de la France, et toute terre française lointaine a la charge du rayonnement et du prestige de notre patrie.

Telles sont les deux idées fondatrices qui ont guidé mon action depuis ce jour de juillet 1959 où, Premier Ministre, j'ai accompagné le Général de Gaulle, lors du premier voyage officiel qu'un Président de la République et un Chef de Gouvernement faisaient dans le Département, et depuis cet autre jour de mai 1963, où je suis devenu votre député (...)

Alors que les circonstances, après plus d'un quart de siècle, m'ont conduit plus rapidement que je ne l'avais prévu à un retrait de la vie parlementaire, je vous assure de mon ardente volonté de rester au service de l'idéal qui a éclairé mon action : la Réunion, France de l'Océan Indien. »

Extrait de la lettre de Michel Debré - supplément au numéro 112,
Août/septembre 1988, spécial Réunion.

Bibliographie

- *Sur le Gaullisme*, Plon, Paris, 1967 (Tribune libre) • *Une certaine idée de la France*, Fayard, Paris, 1972
- *Une politique pour la Réunion*, Plon, Paris, 1974 • *Trois Républiques pour une France*, Albin Michel, Paris, 1988 (trois tomes) • *Combattre toujours*, Albin Michel, Paris, 1994.

Source

Michel Debré et l'île de la Réunion, 1959-1967, Gilles Gauvin, l'Harmattan.

Illustration : Michel Debré (ADR)

MV



Marc
DEJEAN DE LA BATIE

20 décembre 1795 - 1870

**Délégué de la Réunion,
Membre du Conseil Colonial
Journaliste**

Marc-Antoine-Jules Dejean de la Bâtie naquit le 20 décembre 1795 à Saint-Marcel en Ardèche. Il fit ses études d'abord à Saint-Andéol en Ardèche puis au collège d'Orange. En décembre 1817, il s'embarqua à Marseille pour l'île Bourbon où il arriva en 1818 avec en poche une lettre de recommandation pour le Dr. Rivière. Sa famille ayant été ruinée pendant la Révolution, il était venu chercher fortune dans l'île.

Grâce à son protecteur, il put exercer comme précepteur dans de nombreuses familles de Saint-Denis. Il donna des cours de latin, d'italien et de mathématiques. Peu après il travailla comme secrétaire de la mairie de Saint-Denis avant d'obtenir un poste de professeur au nouveau collège du chef-lieu. Il épousa en 1842 Marie-Joseph-Cerise de Guigné (1808-1890). Ils eurent sept enfants.

En 1831, il s'engagea dans l'association secrète des Francs-Créoles. Ce mouvement fondé par Auguste Vinson et animé par Nicol Robinet de la Serve réclamait pour l'île Bourbon l'égalité des droits avec la France métropolitaine. Cette revendication eut pour résultat la loi du 24 avril 1833 qui accorde aux quatre «vieilles colonies» un Conseil Colonial élu pour 5 ans. Composé de 30 membres, il avait compétence sur le plan législatif.

Marc Dejean de la Bâtie fut membre élu de cette assemblée de 1834 à 1841. La monarchie de Juillet avait accru la représentation démocratique en octroyant à l'île deux sièges de délégués auprès du gouvernement royal. Après Sully Brunet et Pierre Conil - les deux premiers délégués - Dejean de la Bâtie et l'amiral Baudin furent élus à ces deux sièges.

En place à Paris depuis le début de 1842, il s'occupa avec vigueur et intelligence des grands dossiers de l'île : création d'un port de commerce, communication avec la Métropole par la Mer Rouge, l'immigration africaine et asiatique et la conquête de Madagascar. Il fut réélu à ce poste par la volonté du Conseil Colonial jusqu'à la Révolution de 1848 qui supprima les conseils coloniaux et leurs représentants.

Il ne retourna à la Réunion (le nouveau nom de l'île) qu'en 1850. De concert avec les délégués des ports de mer il s'était occupé de deux questions urgentes pour l'île : la limitation des pouvoirs conférés par le gouvernement provisoire aux commissaires généraux envoyés aux îles (Sarda-Garriga pour la Réunion) et le règlement de l'indemnité

DEJEAN DE LA BATIE Marc

coloniale. Coup sur coup, il perdit deux enfants : Théodore en 1851 et Joseph âgé de 26 ans l'année suivante. Il reprit le travail sur sa propriété de Saint-Benoît, pour atténuer son chagrin.

En 1856, il vendit sa propriété pour se fixer à Saint-Denis. Il accepta en 1861 d'être le responsable du journal catholique *La Malle*. En 1864, il dit adieu aux Réunionnais pour se fixer à Paris. Des difficultés financières le ramenèrent à la Réunion et il se remit au travail sur la propriété de St-Benoît qu'il dût racheter. Il mourut à St-Benoît en 1870.

IL NE DEVAIT PAS MOURIR

La main du temps efface de la mémoire des hommes les plus beaux noms, mais Dieu a donné à l'amitié la puissance de combattre et de vaincre l'oubli. Elle sait graver ses souvenirs et les faire durer à travers les âges. Non, nous n'oublierons jamais cette belle figure de M. Dejean de la Batie, ses traits tout pleins de vie, son sourire, qui exprimait tour à tour la finesse, la bonté, la joie, l'indignation et toutes les nobles passions de son cœur. Il nous semble parfois encore entendre sa parole éloquentes, ses récits attrayants, ses entretiens émaillés d'une foule de citations et de souvenirs attestant une immense érudition.

Comme ce vénérable vieillard avait su conserver le respect d'autrui, qui est le trait particulier d'une bonne éducation ! Cette génération, qui se relie à la vieille noblesse française, ne devrait pas mourir, afin de nous apprendre à conserver encore quelque distinction. Puisse cet impérissable souvenir de M. Dejean de la Batie devenir parmi nous une exhortation au bien, comme il est un trésor pour sa famille !

Almanach religieux, 1870

Source

Almanach religieux du diocèse, 1870

Illustration : L'homme qui lit (H. Martigny)



Edmond
DELAPORTE

25 mars 1871 - 29 décembre 1955

**Initiateur de l'artisanat d'art
à la Réunion**

Fils d'Aimé Delaporte et d'Eugénie Drouhet, Edmond-Marie Delaporte est né le 25 mars 1871 à Barc, canton de Beaumont-le-Roger (Eure). Après des études au séminaire St-Aquilin et au séminaire des Colonies de la rue Lhomond à Paris, il fut ordonné prêtre le 8 juillet 1895.

Le Père Delaporte arriva à la Réunion le 25 octobre 1895. Installé comme vicaire à St-Pierre, le 28 octobre 1895, puis à la cathédrale de St-Denis, le 7 janvier 1896, il partit pour l'île Ste-Marie (Madagascar) en janvier 1897. Après 8 mois, il rentra à la Réunion et fut nommé curé à l'Entre-Deux puis à Bras-Panon. En juin 1900, il était nommé curé de la Rivière St-Louis en remplacement du Père Blanc.

Etre prêtre à St-Louis ne fut jamais chose aisée. Elle le fut encore moins au début du 20^e siècle, pendant la période déchirante de la séparation entre l'Eglise et l'Etat. Le père Delaporte subit l'anti-cléricalisme de l'Action Républicaine, mouvement radical-socialiste fondé par le Dr Azéma, et la violence électorale des campagnes gasparinistes, notamment dans le Sud quand Augustin Archangeaud et Georges Boussenot s'affrontaient.

Afin de terminer les travaux de réfection de l'église et de ses abords, le Père Delaporte s'initia à la technique de la pierre taillée. Il forma de nombreux ouvriers qui s'installèrent ensuite partout dans l'île.

Volontaire sur le front européen de 1915 à 1917, le Père Delaporte fit preuve d'héroïsme au feu. Rentré à la Réunion, il fit ériger à la Rivière St-Louis le premier monument aux morts de toute l'île.

Vingt ans avant le phénomène des prêtres-ouvriers, le Père Delaporte s'engagea dans le monde du travail. A partir de 1923, il créa des ateliers d'ébénisterie d'art. La qualité du travail des premiers ouvriers formés — Iréné Gonthier et Théodore Gazet — fut vite reconnue et les commandes affluèrent de toute l'île. Cette action de formation dans le cadre paroissial fera de la Rivière St-Louis la capitale de l'ébénisterie réunionnaise. Nommé officier de l'Académie des Beaux Arts en 1932, il obtint la Légion d'honneur en 1939.

DELAPORTE Edmond

Après la guerre 1939-1945, la Réunion fut emportée dans un tourbillon de consultations politiques incessantes. St-Louis avec sa tradition de violences électorales fut un bastion du communisme, fermement condamné par l'Eglise. Le Père Delaporte s'avoua impuissant : "J'ai beau expliquer à mes paroissiens que le communisme a été condamné par l'Eglise, que le premier devoir du chrétien est d'obéir à l'Eglise, condamnant ce qu'elle condamne, autrement c'est désobéir à Dieu, c'est se mettre dans un état de révolte qui ne permet pas de recevoir les sacrements, qu'un catholique ne peut être communiste. C'est le discours de la révolte qui est écouté".

Il mourut le 29 décembre 1955 à l'âge de 84 ans. La messe d'enterrement eut lieu à l'église de la Rivière St-Louis.

DE DROLES DE PAROISSIENS

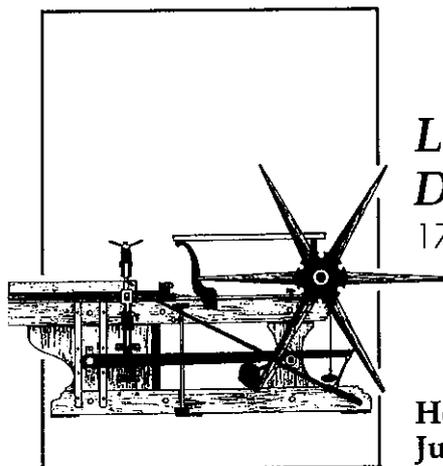
"Au fond sont-ils communistes ? Ils en prennent le nom parce que leurs chefs ont pris celui-là. En ont-ils les idées ? Non ! Mille fois Non ! Comme ils disent communément : Ils ne veulent pas mélanger leur politique et leur religion. Car c'est bien le paradoxe, ce communisme n'est pas athée et échappe aux idées reçues. Les Pâques ont été plus suivies que jamais : beaucoup de prêtres font les mêmes constatations. Les gens semblent vouloir montrer que s'ils se sont dits communistes, ce n'est pas au détriment de leur religion".

Père Delaporte

Source

- Claude Prudhomme, *Histoire Religieuse de la Réunion*, Karthala
- Prosper Eve in *Eglise de la Réunion* n° 163 (Août 1993)

Illustration : Edmond Delaporte (*Archives Départementales de la Réunion*)



Louis DELSUC

1760 - 5 octobre 1841

**Homme de presse
Juge
Prêtre**

Né à Paris en 1760, Louis Delsuc formé au séminaire de St-Nicolas du Chardonnet, embrassa la prêtrise et exerça comme enseignant de littérature au collège de Vitry-le-François. En avril 1790 il alla rejoindre son frère Jean-Baptiste établi à l'Isle Bourbon. Dans une île gagnée par la fièvre révolutionnaire, Louis Delsuc joua habilement la carte du républicanisme. Le 6 juillet 1790 il fut nommé conseiller assesseur du Conseil Supérieur — un organisme hérité de la période de la Compagnie des Indes. Dès 1790, l'abbé Delsuc présenta à l'Assemblée Coloniale un projet d'une «*maison d'éducation*» à St-Denis. Le collège ne coûterait que 130 000 livres sur 3 ans. Jugé trop dispendieux ce projet fut abandonné.

L'Assemblée Coloniale mise en place dans l'île le 28 octobre 1790 est une assemblée législative de par la loi du 1^{er} août 1791. Elle est prolifique en textes juridiques et réglementaires et ne cesse de réclamer à Paris une imprimerie. Le matériel arrive enfin avec Tirol en octobre 1792. Trois concurrents sont sur les rangs pour la diriger : Farnier qui a déjà présenté en 1790 un projet d'imprimerie dans l'île, l'abbé Bellon qui a installé le collège colonial à St-Denis et qui propose de lui confier l'imprimerie pour combler son déficit de fonctionnement. Tirol semble favorable à ce projet. Mais c'est l'abbé Delsuc qui sera choisi le 6 novembre 1792. Il avait harcelé les autorités en rappelant une hypothétique expérience parisienne. L'intrigue avait encore payé !

Le démarrage est laborieux et la première production connue (*Code Pénal Militaire pour les Troupes de la République en temps de guerre*) ne sort des presses que fin 1793 soit un an plus tard. L'imprimerie ne fait pas recette malgré la formule de location-gérance proposée le 17 août 1793 par le Directoire à Louis Delsuc associé pour l'occasion à son frère. Pour sauver la mise il songe à fonder un journal. Le titre est trouvé : *Courrier de l'Isle Bourbon* mais le matériel et les typographes font défaut. Mais à force d'opiniâtreté il réussit à sortir au deuxième semestre 1794 «*Le Vrai Républicain ou Journal Politique et Littéraire de l'Isle de Bourbon*». C'est le premier journal de la Réunion, mais il disparaît l'année suivante.

L'abbé Delsuc retourna à l'enseignement. Le 21 mai 1795 il fut nommé principal du nouveau collège colonial. Il y resta jusqu'au 8 novembre 1797, date à laquelle il donna sa démission car le collège est en faillite. Il devint ensuite arbitre public au tribu-

DELSUC

nal des cantons nord et nord-est. Le 12 août 1798 il siégea au tribunal d'appel de la Réunion avant de démissionner pour raisons de santé le 22 mai 1804.

Il revient au journalisme et lance avec Etienne Boyer *La Gazette de l'Isle de la Réunion* en 1804 avant de retrouver le 8 juin 1805 un siège de juge à la cour d'appel en remplacement de M. Azéma. L'abbé Delsuc démissionne le 8 mai 1807 et part avec son frère pour l'Isle de France.

Après la chute de l'île en décembre 1810, il fit des offres de service aux Anglais et fut nommé le 1^{er} janvier 1811 juge à la cour d'appel. Ce collaborateur zélé s'installa, comme son frère au quartier des Pamplemousses où il passa son temps à écrire des poésies galantes. Après un procès retentissant il put bénéficier de l'héritage de son frère. Il mourut le 5 octobre 1841 à l'âge de 81 ans et fut inhumé au cimetière des Pamplemousses.

21 janvier 1791

Messieurs,

Messieurs les citoyens du district de St-Denis, pénétrés de reconnaissance et d'estime pour M. l'abbé Delsuc dont les valeurs sont aussi nécessaires dans cette paroisse que les vertus sont édifiantes, n'ont pu se dispenser de rendre à ce jeune Ministre et de l'Eglise et de la Justice l'hommage qui lui est dû.

Ils ont regardé comme un acte judicieux l'obtention d'une faveur dont jusqu'à présent il n'a eü que la promesse de MM. les administrateurs de l'Isle de France.

En conséquence, dans la séance tenue par MM. les citoyens le jour d'hier, ils ont sur la motion d'un de leurs membres, arrêté qu'il vous serait fait une adresse messieurs, à l'effet de vous prier de solliciter de MM. de Cossigny et Dupuy, la pension de 1 000 livres, accordée à tous les MM. les ecclésiastiques desservant dans les paroisses de cette colonie.

Bertrand

Bibliographie

«*Éléments de Morale, de Politique et de Législation rédigés par M. l'abbé Delsuc, principal du collège de l'Isle de la Réunion, pour servir à l'instruction des élèves dudit collège*», 1796

Sources

- A. Toussaint, *Printing in the Mascarene islands from 1767 to 1810*
- M. Serviable/K. Técher, *Histoire de la Presse à la Réunion*, 1991, coll. Indigotier

Illustration : appareil lithographique



René DEMARNE

24 août 1901 - 13 août 1977

Pionnier de la radiodiffusion

René Demarne est né à Paris le 24 août 1901. Ses goûts pour la technique le mènent à suivre une formation de radioélectricien. Il arrive à la Réunion en 1923 afin de prendre en charge la télégraphie sans fil, la T.S.F. Cette année là, en juillet, les appareils de réception sont en place ; début août, le nouveau pylône est terminé. Le 20 septembre, le service T.S.F. est officiellement ouvert. René Demarne remplace M. Cassy au poste de chef de station.

Il transforme la station qui ne se chargeait que de veille maritime. Il forme des opérateurs radios qui, en six mois, apprennent le morse et la manipulation. C'est un nouveau pylône, haut de 75 mètres, qui supporte alors des antennes. La station radio supplante ainsi la station câble, obtenant progressivement un statut plus commercial.. Désormais, elle peut envoyer des télégrammes, en recevoir, et diffuser des informations. La station reçoit Bordeaux en direct, et ses émissions peuvent être reçues à Madagascar. En 1925, il se marie à Adrienne Hugnin, la fille d'un avocat mauricien, installé à St-Denis.

En septembre 1927, il réalise la première expérience de Téléphone sans fil, pas encore baptisée radiophonie. Moins d'une semaine après, aidé de M. Vinh San, René Demarne met sur pied le premier radio concert officiel. L'émission, qui commence à 20H30, se fait à partir des « studios » de la Caserne d'Artillerie. Le nombre de récepteurs étant encore rare, une retransmission publique est organisée dans le grand salon de l'Hôtel de Ville de Saint-Denis. Même si, ce soir-là, les essais ne sont pas à la hauteur des espérances, une chose est certaine : la radiodiffusion est désormais possible à la Réunion.

Elle s'installe dès 1929. Les premières émissions de Radio Saint-Denis sont brèves. Technicien, René Demarne est aussi lecteur des informations, et animateur. Il anime deux fois un quart d'heure : le matin, à 7H00, et le soir à 17H30. La radiophonie se développe à partir de 1934. Au fil des années, Radio Saint-Denis étoffe ses programmes, et la qualité s'améliore. A la fin des années 1930, il lance une émission qui connaîtra un succès inimaginable : « *Le disque des auditeurs* ». Dans le même temps, les activités de René Demarne sont multiples. Il installe le premier poste Rayon-X à l'hôpital Félix Guyon. Il garde la responsabilité du poste radioscopie-radiographie jusqu'en 1948. Parallèlement, il installe un poste T.S.F. au Grand Hôtel de Cilaos, et prend en charge la sonorisation du cinéma « Casino » (actuel « Ritz »), à Saint-Denis.

En expérimentant la navigation radio-électrique, il participe, à sa façon, à l'évolution de l'histoire de l'aviation à la Réunion. Il s'agit d'un procédé mis au point entre les

DEMARNE René

années 1926 à 1936 par un Français, Henri Busini, sous forme d'abord de « boussole hertzienne », puis de radio-compas. Il permet de se guider sur une émission radio dont la direction par rapport à l'avion est automatiquement indiquée sur un cadran du tableau de bord. A l'époque, les pilotes hésitaient à franchir, la distance aérienne entre Madagascar et la Réunion. Le 28 décembre 1936, il permet à l'équipage Laurent-Touge-Lenier d'amener à la Réunion le *Roland Garros Farman* de Madagascar à la Réunion (le deuxième avion depuis Goulette en 1929). En levant ainsi les aléas liés à la navigation à l'estime entre les deux îles, il entre dans l'histoire de l'aviation à la Réunion.

En 1942, il met en place le système de la radiogoniométrie dans le guidage des avions. Une antenne est placée, pour cela, dans un petit bâtiment, sur la place du Barachois (à l'emplacement de l'actuelle piscine). Pour les pilotes, la petite dimension de la Réunion rend cette installation indispensable, d'autant que le repérage de l'île s'avère parfois difficile en raison d'un « voile atmosphérique ». René Demarne se charge du montage et de l'entretien des appareils. Il est, enfin, l'homme qui installe en 1948, la Radiodiffusion Française à la Réunion.

C'est à Paris qu'il prendra sa retraite, et qu'il s'éteint, le 13 août 1977, à la suite d'une longue maladie.

PROGRAMME DU RADIO-CONCERT DU JEUDI 29 SEPTEMBRE À 20H30.

LA MARSEILLAISE

Allocution du Maire de Saint-Denis

Le Roi d'Ys

M. Fourcade

ENSEMBLE MUSICAL

Causerie sur le Broadcasting, faite à l'Hôtel de Ville par le Prince Vinh-San

Présentation de la Radiodiffusion par M. Demarne

Hamlet

M. Vabois

Missouri Waltz (guitare hawaïenne)

Sigurd Air du grand Prêtre M. Sirrouit

Chant d'automne (Solo de violoncelle)

Mlle Hoareau

Guitare hawaïenne

Le Roi de Tahiti

M. Vabois

ENTR'ACTE Quête au profit de la Maison de Chimie

Primavera

M. Fourcade

A. Cavatine

M. Lacouture

B. Hunkasarda Michel (violin)

Lucie de Lammermoor

M. Sirrouit

Mon Doudou

M. Fourcade

Chant

Mlle Rosenn

God Save the King / La Marseillaise

E. Lacouture Tenue de soirée de rigueur

Source

Archives Familiales

Illustration : René Demarne (Archives Familiales)

MV



Charles **DESBASSAYNS**

28 octobre 1782 - 5 juillet 1863

Président du Conseil Général
Président de la Chambre d'Agriculture

Charles-André, cinquième et dernier fils d'Henri-Paulin Panon Desbassayns et d'Ombline Gonneau-Montbrun naquit à St-Paul le 28 octobre 1782.

A sept ans, en décembre 1789, il part avec son frère Joseph, ses sœurs Marie et Mélanie et son père pour la France pour poursuivre ses études. Ils arrivent en pleine Révolution et vivent d'incroyables aventures dans un pays endeuillé par les exactions. Il retourne à Bourbon en 1792.

En 1797, il part avec son frère, Henry-Charles (dit Montbrun) — le second fils après Julien — en Amérique. Il étudie à Boston pendant que son aîné s'occupe des clients de son père et y vend du café et du coton bourbonnais. En septembre 1802, il rentre à Bourbon après une pause à Paris. Il apprend tardivement la mort de son père.

Dans l'île natale, il se préoccupe de la vie de l'habitation gérée par sa mère et de la vie politique. Il part à l'Isle de France pour y épouser le 21 janvier 1808 Louise-Sophie Labauve d'Arifat. Il a 26 ans et la nouvelle mariée tout juste 15 ans. Trois filles apporteront rires et bonheur au foyer.

A leur retour, le couple s'installe dans une habitation à la Rivière des Pluies, située entre la Ravine des Figues et la Ravine du Bras-Sec. Mais il fait de fréquents déplacements à St-Gilles-les-Hauts pour aider et conseiller sa mère.

Il s'engage pleinement dans la vie publique. Il est nommé membre du comité consultatif d'agriculture et de commerce de Bourbon en 1820 et conseiller colonial à partir du 23 octobre 1826. En 1825, il est fait chevalier de la Légion d'Honneur. Elu conseiller municipal de Ste-Marie en 1854, il devient conseiller général du même canton l'année suivante. En 1856, il devient président du Conseil Général. Il est également le premier président de la Chambre d'Agriculture en 1854.

Mais Charles Desbassayns est surtout connu comme le pionnier de la révolution sucrière. A la fin de la période anglaise, il crée une sucrerie moderne au Chaudron. Grâce à lui, Bourbon qui se lance dans l'aventure du sucre va rapidement combler le retard d'avec Maurice. Après de longs mois d'étude et de documentation, il fait fabriquer à Londres des moulins à manèges verticaux par la firme *Henkell et Dubuisson*. Il envoie en stage à

DESBASSAYNS Charles

Maurice, M. Boucot, maître maçon pour réaliser fourneaux et cheminée, puis un maître charretier pour apprendre la technique mauricienne du charroi et du dressage des animaux de trait. Il améliore de ses deniers la voie d'accès entre le Chaudron et la marine de St-Denis pour évacuer le sucre. Il encourage Wetzell le chimiste à perfectionner les techniques de fabrication.

Il fit venir la première pompe à vapeur moderne de la firme anglaise *Fawalt et Preston*. L'industrie sucrière bourbonnaise était née. En 1860, il est fait officier de la Légion d'Honneur. Il meurt le 5 juillet 1863.

LES NOIRS AU BORD DE MER

«Les cinq premiers sont marronneurs ou sujets à le devenir quand on veut de temps à autre leur donner quelque relâche des travaux toujours durs de la bande ; le faire mais sans affection. Sans apparence de vouloir les ménager car ils en abuseraient bien vite. Je crois que lorsque vous donnerez à Martin du monde pour couper du bois dans le fond de l'Hermitage, voilà une bande toute trouvée. Philémont est cassé, on pourrait y joindre Jean-Louis pour garder les marrons avec. Quand ils auront fini là vous les enverrez ouvrir le chemin public du bas St-Gilles qui est la continuation de celui tout droit de l'Hermitage. Plus tard encore, si on envoyait Auré avec sa bande ramasser du corail sous le prétexte que c'est pressé, on y joindrait cette troupe avec ordre à Auré de faire baigner grands et petits Noirs à la mer mais, avec défense de s'avancer et d'aller au creux. Il faudrait que Martin fût avec eux»

Ch. Desbassayns, notes, 1840, *Archives de Bourbon*

Source

C. de Villèle, *Archives de Bourbon*, St-Denis, janvier 1984,

Illustration : Charles Desbassayns (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



Joseph DESBASSAYNS

26 février 1780 - 17 avril 1850

Scientifique

Né à St-Paul le 26 février 1780, Joseph est le quatrième fils d'Henri-Paulin Panon Desbassayns et d'Ombline Gonneau-Montbrun. En décembre 1789, il part pour des études en France avec son père, son frère Charles et ses sœurs Marie et Mélanie. Ils y arrivent en pleine tourmente révolutionnaire. Contraint de retourner aux îles en 1793, Joseph s'accommode mal de la vie coloniale et veut compléter sa formation. Il part aux Etats-Unis où il apprend l'anglais «*qu'il parla toujours avec une grande facilité*» et retourne en France. Il revient dans l'île à la fin de 1803 avec les premières pintades qu'il acclimatera.

A la mort de son père qui avait fait fortune dans le coton, Joseph s'installe à Ste-Marie et épouse en 1808 Elizabeth Pajot, sœur de son beau-frère. Il se lance dans une nouvelle grande culture : le maïs.

Vers la fin de 1812, il fait l'acquisition de l'habitation *Le Grand Hazier* à Ste-Suzanne, agrandie peu après par l'achat de la propriété contiguë des Grinne. Elle deviendra le modèle de l'habitation sucrière ; car l'île Bourbon, grâce à la conquête anglaise, peut se lancer dans la production de sucre longtemps dévolue à l'île de France exclusivement. En matière de plantation de la canne et de fabrication du sucre, l'île Bourbon est à la pointe de la technologie mondiale. Et on le doit en grande partie aux expériences agro-industrielles de Joseph Desbassayns. Il met au point un mode d'assolement triennal pour la canne qui fera longtemps autorité. Il installe, comme son frère Charles au Chaudron, une pompe à vapeur pour actionner un moulin sucrier armé de cylindres horizontaux.

Mais seule la maladie pouvait entamer son enthousiasme et sa curiosité scientifique. Privé totalement de ses membres inférieurs «*avant qu'il eût atteint ses quarante ans*», il continua de travailler néanmoins en palanquin pour le triomphe de «*la culture savante*». Pourtant, épuisé, il dut se résigner à partir pour la France pour raison de santé.

Il meurt à Paris le 17 avril 1850.

Sa fille, Madame la Vicomtesse Jurien, fera imprimer, à sa mémoire, un *Guide du Cultivateur*.

LA FETE DE LA FEDE

«Joseph Desbassayns, bien jeune encore, a assisté en 1790 à la fête de la Fédération. Il a vu M. de Talleyrand dire la messe, mais il a refusé énergiquement de crier : Vive la nation ! Nobles paroles qui servaient alors par une sorte de profanation, à couvrir de sinistres projets ! Ses sentiments Bourbonnien ne se sont, du reste, jamais démentis, et, danger ou obstacle qu'ils fussent, selon les temps, il ne prenait guère souci de les cacher ; cette fixité sur ce point, cette obstination, si vous l'aimez mieux, rare en notre temps, a été un des traits saillants de son caractère».

Elie Pajot, 1868

Bibliographie

Guide du Cultivateur

Source

Élie Pajot in *Album de l'île de la Réunion*, St-Denis, Roussin, 1868

Illustration : Joseph Desbassayns (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



**Hombeline
DESBASSAYNS
(née GONNEAU)**

3 juillet 1755 - 4 février 1846

**Propriétaire
Chef d'entreprise**

Marie-Anne-Thérèse-Hombeline (dite Omblin), fille de Julien Gonneau-Montbrun et de Marie-Thérèse Léger-Dessablons, est née le 3 juillet 1755. Sa mère meurt «*en couches*» et elle restera fille unique malgré le remariage de son père. Elle est confiée dans un premier temps à une parente — Madame Hoareau — et elle est élevée par une nourrice noire, Madeleine, qu'elle va considérer comme sa véritable mère. Certains vont même affirmer par la suite qu'elle est fille d'esclave. Son père se lancera comme un forcené dans le travail et va se constituer ainsi un patrimoine considérable : 200 esclaves et plusieurs habitations. Après le remariage de son père avec Barbe Gertrude Léger, cousine de sa première femme, Omblin regagne le domicile paternel. La riche héritière épouse le 28 mars 1770 son voisin, Henry-Paulin Panon-Desbassayns. Il a 38 ans et elle en a 15. Les époux s'unissent pour le meilleur car, en 1789, Omblin et Henry-Paulin sont à la tête de la plus riche propriété de l'île. Le couple aura neuf enfants qui auront tous un sort enviable : Julien dit Desbassayns l'aîné devint Inspecteur des Finances et se fixa en 1815 dans sa propriété du Bréau dans l'Yonne ; Henri dit Montbrun fut contrôleur général des Finances dans le Doubs. Philippe dit Richemont épousa une anglaise (Eglée Fulcrande Mourgue) et fut l'homme de confiance de Bonaparte dans ses tractations secrètes avec Pitt et l'Angleterre ; commissaire ordonnateur de la marine, il régla le problème constitutionnel de Bourbon à la Restauration. Charles et Joseph seront les pionniers de la révolution industrielle sucrière de Bourbon ; le premier sera d'ailleurs président du Conseil Général.

Et les quatre filles ? Marie épousa Jean-Baptiste Pajot, membre de l'Assemblée Coloniale, Mélanie épousa Joseph de Villèle, chef du gouvernement de la France, Gertrude épousa Jean-Baptiste de Villèle et Sophie épousa Auguste Pajot.

Henri-Paulin meurt le 19 octobre 1800. La vraie vie de Madame Desbassayns commence alors. Elle prend deux décisions : elle ne se remariera pas et elle ne laissera le soin à personne de gérer la propriété Desbassayns. Elle va racheter les parts de ses enfants qu'elle va rajouter en 1801 à la succession de son père. Une femme se trouvait à la tête d'une des plus grosses entreprises agricoles de France. Et avec la nomination de son gendre de Villèle comme chef du gouvernement, le clan Desbassayns-de Villèle se retrouvait à la tête de l'Etat.

DESBASSAYNS Hombeline

La veuve riche et puissante a accueilli tous les visiteurs de passage dans l'île ; elle leur offrait le gîte et le couvert. A ceux de belle naissance qui voulaient s'établir, elle a offert l'embauche sur ses terres et la main d'une de ses filles.

Sa fortune s'est constituée dans un contexte économique et politique difficile : blocus de l'île, cyclones, sécheresses, effondrement de la base caféière, révolution et conquête anglaise. Et son mérite est d'autant plus grand qu'elle a exercé des responsabilités de chef d'entreprise à un moment où la pression sociale et le code civil de Napoléon renforçaient l'incapacité civile des femmes. Sa réussite a reposé sur le système esclavagiste, est-ce pour cela qu'elle a été «démonisée» ? Elle qui croyait plus en l'avenir vivrier de l'île accepta pour le bien commun de subventionner les recherches sucrières de Wetzell.

Elle meurt le 4 février 1846 à 18 heures. Deux ans plus tôt, le Pape Grégoire XVI lui adressa une lettre apostolique pour la remercier de son soutien aux missionnaires de Bourbon. Deux ans plus tard, le 20 décembre 1848, les esclaves étaient libérés ; une page de l'histoire de l'île était définitivement tournée.

Enterrée dans un premier temps au cimetière de St-Paul, ses restes furent transférés en 1866 à la chapelle Pointue, à St-Gilles-les-Hauts, où elle repose désormais. Cette chapelle fut détruite lors du cyclone de 1932 puis reconstruite. Sa pierre tombale fissurée accueille aujourd'hui les visiteurs devant l'autel.

DIABLESSE OU DEUXIEME PROVIDENCE

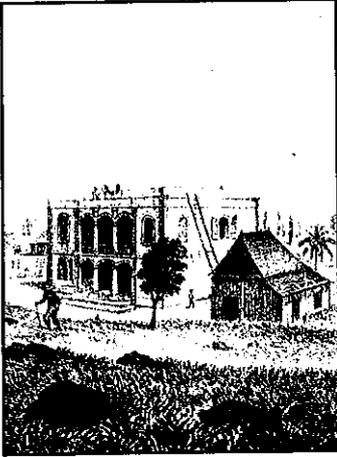
«Elle avait désiré que ses principaux noirs la portassent à sa dernière demeure. Cet honneur leur fut disputé par des fils, de bonne famille du quartier de St-Paul ; cette rivalité si touchante se termina par une transaction : les noirs jaloux de leurs droits, mais touchés, eux aussi, de ces marques de respect et d'attachement, consentirent à ce que ceux-ci remplissent en partie ce pieux devoir, se réservant à eux-mêmes de la porter de l'église au lieu de la sépulture»

J.B. de Villèle, 1846

Source

J.B. de Villèle, *Notice Biographique sur Mme Desbassayns*, St-Denis, Imp. Lahuppe, 1846

Illustration : Omblin Desbassayns (*Archives Départementales de la Réunion*)



Eugène
DESBASSAYNS-PANON
 (Comte de RICHEMONT)

28 mars 1800 - 26 juin 1859

**Gouverneur de Pondichéry
 Scientifique**

Fils de Philippe Panon-Desbassayns, comte de Richemont, et de Jeanne-Eglée Fulcrande Mourgue. Eugène naquit à Paris le 28 mars 1800. Son père, futur intendant de Bourbon, est un des fils de la célèbre Ombline Desbassayns et d'Henri-Paulin Panon-Desbassayns.

Comme son père, Eugène sera gouverneur de Pondichéry du 19 juin 1826 au 2 août 1828. Il succéda au gouvernement du comte du Puy. Sous son mandat plusieurs réalisations sont à souligner : la fondation d'une léproserie pour laquelle il souscrivit personnellement 10 000 francs et la création du collège colonial. Ce collège installé le 26 août 1826 abrita une statue d'Eugène Panon Desbassayns.

Comme son père, Eugène s'investira dans le développement de l'éducation des jeunes. Il fit venir de Bourbon trois religieuses des Sœurs de St-Joseph de Cluny pour créer une école gratuite et un pensionnat pour les jeunes filles. Sœur Xavier-Tronchain, sœur Séraphine Ducordeau et sœur Dorothée Chevière quittèrent Saint-Denis le 22 octobre 1826 et arrivèrent à Pondichéry en janvier 1827.

Des «ateliers de charité», une bibliothèque, des ateliers publics et des filatures, un Jardin Botanique et des essais d'acclimatation de la canne à sucre furent également les œuvres du gouverneur d'Eugène Panon Desbassayns. Il épousa le 10 juin 1829 à Paris, Athenais Dupont.

Il renonça à la vie administrative pour se consacrer à l'étude de la chimie et de la physique. Il mit au point une technique qui permit de découvrir l'azote nitrique dans les sols ou les engrais et inventa la soudure autogène.

Il eut la douleur de perdre son épouse en 1848. Il mourut à Paris le 26 juin 1859.

GOUVERNEUR ET CHIMISTE

«Eugène Panon Desbassayns (...), âgé de 21 ans, sortit premier du concours de sous-commissaire de marine à Toulouse, fut nommé ordonnateur à Pondichéry à 25 ans et gouverneur à 29 ans (...)

Il est bon, croyons-nous, de vivre par la pensée d'avec ceux des siens qu'on vénère comme des modèles. Cet ancien gouverneur de l'Inde Française doublé d'un chimiste, en est un excellent pour moi, qui pense souvent à lui.

Son arrière petit fils, Alfred Panon de Richemont mort en 1911, a été un peintre récompensé dans divers salons».

Auguste de Villèle

Source

Auguste de Villèle in *Bulletin de l'Académie de la Réunion*, St-Denis, vol 9, 1927-1928

Illustration : Partie de l'habitation Desbassayns (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



Philippe
DESBASSAYNS-PANON
(Comte de RICHEMONT)

3 février 1774 - 7 novembre 1840

Commissaire général
Ordonnateur à Bourbon
Député

Philippe, troisième fils d'Henri-Paulin Panon-Desbassayns et d'Omblin Gonneau-Montbrun, vit le jour à St-Paul sur l'habitation familiale le 3 février 1774. Depuis la fermeture de l'établissement des Lazaristes, il n'y a plus d'école à Bourbon. Les jeunes qui veulent avoir une bonne éducation doivent s'exiler en France. En 1780, il embarqua à l'Isle de France avec ses deux frères aînés (Julien et Henry-Charles) pour l'abbaye bénédictine de Sorèze où ils seront en pension. Leur père fera le long voyage pour les voir en juin 1785. Philippe prépara ensuite l'école militaire de Metz pour entrer dans l'artillerie quand éclate la Révolution. Il rentre alors à Bourbon et se lance alors dans les activités commerciales.

Il retourna en France en 1799 et épousa une Anglaise, Jeanne-Eglée Fulcrande Mourgue, fille du ministre de l'Intérieur de Louis XVI. Richemont sut jouer habilement de l'amitié qui le liait à Napoléon et de l'origine anglaise de sa femme et devint un intermédiaire officieux et efficace entre Napoléon et Pitt. Il négocia le retour d'un grand nombre d'officiers français détenus sur les pontons britanniques. Il faillit obtenir que l'île de France fut rendue à Paris, mais le retour de Bonaparte de l'île d'Elbe fit échouer son projet.

A la Restauration, M. de Richemont fut nommé administrateur général des établissements français en Inde. Profitant de la qualité de ses relations avec l'Angleterre, il put négocier avantageusement le rachat des privilèges de la Compagnie française des Indes Orientales sur le sel et l'opium ; son homologue anglais — la Compagnie anglaise des Indes — versa un tribut annuel d'un million de francs à la France.

Par ailleurs, il put interpréter à l'avantage de la France les dispositions du Traité de Paris de 1814 concernant les établissements français à Madagascar; Farquhar, gouverneur général anglais des îles Bourbon et Mauritius (ex- Isle de France) qui voulait rattacher Madagascar à son administration, fut désavoué.

Nommé commissaire général de la marine et ordonnateur à Bourbon, il arriva dans la colonie avec le nouveau commandant, Lafitte de Courteil. Il introduisit à Bourbon les frères des Ecoles Chrétiennes et fut à l'origine de la fondation du collège royal. Il fut l'auteur des fameuses ordonnances de 1825 qui servirent de modèle aux textes qui ont fixé le statut de nos colonies. La Restauration le nomma comte de Richemont et commandeur

DESBASSAYNS-PANON Philippe

de la légion d'Honneur. Mais pour les Réunionnais c'est l'homme qui développa le système éducatif.

«Le Roi accorde à perpétuité 6 bourses gratuites dans les collèges de France et 3 places dans l'école royale des Demoiselles de la légion d'Honneur» annonçait gracieusement l'ordonnateur Panon Desbassayns lors de sa prise de fonction. Il soulignait «la touchante bonté qui récompense dans les enfants la fidélité des pères».

Il fut nommé ensuite inspecteur général des établissements français dans l'Inde. De retour en France, il fut nommé au Conseil d'Etat et au Conseil d'amirauté à sa création. Il fut également choisi à deux reprises comme député de la Meuse. Il abandonna ses fonctions politiques lors de la Révolution de 1830 qui vit la chute des Bourbon.

Il mourut le 7 novembre 1840. Un an plus tôt, il avait été durement éprouvé par la mort subite de sa fille Mme la Comtesse Dodun de Keroman.

LA NOUVELLE ORGANISATION MUNICIPALE A LA RESTAURATION

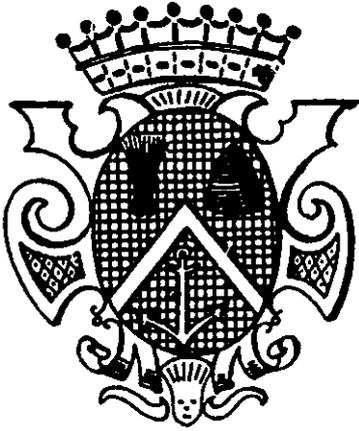
«L'administration municipale, qui, plus rapprochée des citoyens, est spécialement chargée de veiller à leur sûreté et à leur bien-être était encore imparfaite dans la colonie ; Sa Majesté en a complété l'organisation.»

Philippe Panon-Desbassayns
1^{er} juillet 1817

Source

M. Serviabile, *Les maires de St-Denis*, Indigotier, 1992

Illustration : Partie de l'habitation Desbassayns (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



Antoine
DESFORGES-BOUCHER

circa ~~1679~~ - 1^{er} décembre 1725
1681

Gouverneur

Antoine serait né vers ~~1679~~¹⁶⁸¹ à Brest. D'origine «incertaine», son père serait un ancien séminariste Desforges, reconverti en «maître à danser des gardes de la marine». D'où les différents noms l'Abbé, puis Boucher du nom de sa grand-mère paternelle puis Desforges-Boucher. Son enfance est également entourée de mystère.

Parti comme mousse aux Indes, il est enlevé au Bengale par les Maures et réduit en esclavage. Libéré par Séguier de Liancourt, il est employé comme maître de danse par François Martin, gouverneur de Pondichéry, puis comme commis de la Compagnie des Indes. Lors d'une escale à Bourbon, cet autodidacte est contacté par le gouverneur de Villiers qui lui proposera le poste de garde-magasin après le décès de René le Pontho. Il occupera ces fonctions de 1702 à 1709. Il repartit en France avec une fortune gagnée au jeu. On prétendit qu'il fit saisir de nombreux biens pour dettes de jeux. Il sera également heureux en amour. Ce misogyne qui s'encanailla avec Marie Touchard — dont il eut un fils — va épouser Renée Gouzronc le 20 janvier 1710. Il aura 2 enfants : Marie-Renée née le 30 décembre 1711 mais qui mourut peu après, et Antoine-Marie, né le 7 avril 1715, futur gouverneur de l'Isle de France.

De 1702 à 1709, il rédigera deux mémoires importants sur l'île et sa population. De plus, il va tenir le premier registre des archives de Bourbon, il va dresser en 1704 et 1709 deux recensements complets de la population. Comme François Martin ou Monsieur de Villiers, il va rédiger un journal. Scribe observateur et virulent, Boucher a réglé ses comptes avec la pointe fine d'une plume ; il a égratigné et mis à mort des réputations.

Sa femme meurt le 24 mai 1715. Veuf, il va faire un mariage de raison en épousant Charlotte Duhamel, nièce d'un futur directeur de la Compagnie des Indes (d'Hardancourt) en 1716. Pour ce joueur, ce fut son plus beau coup. Ce Tartuffe qui va «se blanchir aux isles» sera candidat au poste de gouverneur de Bourbon en 1718, mais la Compagnie lui préférera de Courchant. Même sa nomination comme lieutenant sur proposition de la Compagnie des Indes fut contestée par le Conseil de Marine. Il avait mis son veto arguant «convenant de mettre dans un pareil poste un homme dont les services et la naissance soient connus». Position partagée par le gouverneur Parat qui écrit «le nommé Boucher, homme de basse extraction qui passa aux Indes, en 1698 était valet du Sieur de Séguier, capitaine de Frégate... s'était attiré le mépris des habi-

DESFORGES-BOUCHER

tants de Bourbon par sa mauvaise conduite et il ne pourra avoir l'autorité nécessaire pour les contenir dans leur devoir».

En juillet 1718, il sera l'adjoint de Beauvillier de Courchant puis gouverneur de 1723 à 1725. Il fut un excellent administrateur. Il négocia l'amnistie des forbans, instaura le 18 septembre 1724 un Conseil Supérieur de Justice à Bourbon, puis un Conseil Provincial à l'Isle de France. Le 8 novembre 1724, il reçut la croix du chevalier de St-Louis.

Il meurt d'«épuisement» le 1^{er} décembre 1725 au moment où il allait être relevé de ses fonctions par la Compagnie, exaspérée d'attendre les recettes du café.

LES DATTIERS DE ST-PAUL

«Il y a à présent beaucoup de ces arbres, dattiers et tamariniers sur les sables de St-Paul qui en seraient tous couverts si chacun y apportait le même soin. Ce serait même un ordre à donner aux habitants car dans les grandes chaleurs, il n'est pas possible de supporter l'ardeur des sables, qui sont brûlants comme le feu même, et cela est insupportable surtout pour les habitants qui marchent presque toujours pieds nus. Et s'il y avait de ces arbres plantés qui ne demandent point d'autres soins que d'être arrosés dans les commencements jusqu'à ce qu'ils aient pris racine, on marcherait commodément partout sur ces sables, en quelque temps que ce fût».

A. Boucher, Mémoire

Bibliographie

- *Mémoire pour servir à la Connaissance particulière de chacun des habitants de l'île Bourbon par les quartiers qu'ils habitent.*
- *Mémoire d'observations sur celui de l'île de Bourbon, adressé à Monsieur de Fougerolle, Directeur-Général de la Royale Compagnie des Indes par son très humble et très obéissant Serviteur Boucher.*

Source

A. Boucher, J. Barassin, *Mémoire pour servir à la Connaissance particulière de chacun des habitants de Bourbon, St-Denis, Mascarin*, 1990.

Illustration : armoiries de Desforges-Boucher

Antoine **DESFORGES-BOUCHER**

7 avril 1715 - circa 1790



**Gouverneur des îles de France
et de Bourbon**

Fils d'Antoine Boucher, ancien gouverneur de l'île Bourbon et de Renée Gouzerone, Antoine-Marie Desforges-Boucher est né le 7 avril 1715 au Port-Louis dans le Morbihan. Sa naissance est entachée d'un double deuil : sa sœur aînée, Marie-Renée, née le 30 décembre 1711, meurt le 16 juin 1712, et sa mère décède vingt jours après la naissance de son fils, le 24 mai 1715 ; elle avait 27 ans.

Le jeune Antoine accompagne son père à Bourbon quand il y revient comme directeur du Commerce. Son père sera gouverneur de l'île du 23 août 1723 au 1^{er} décembre 1725, date de son décès. Le jeune Antoine n'avait que 10 ans à la mort de son père, miné par les tracasseries de la Compagnie des Indes qui attendait vainement les recettes lucratives du café.

Antoine rentre en France et embrasse la carrière militaire. Ingénieur en 1736, ses services sont appréciés au siège de Philipsburg. Il embarque à Lorient le 11 mars 1739 sur le *Prince Conti* pour l'Isle de France où il arrive le 15 décembre 1739. Il va vite gravir les échelons : chef du service des Travaux, capitaine d'Infanterie puis membre du Conseil Supérieur de l'île en 1742. En 1746, il participe avec l'escadre de Labourdonnais à l'expédition aux Indes et assiste à la prise de Madras, la base militaro-commerciale anglaise. Il est fait chevalier de l'ordre Royal et Militaire de St-Louis en 1750.

Du 12 juillet au 15 octobre 1757, Antoine Desforges-Boucher fera l'intérim au gouvernement de Bourbon en l'absence de Bouvet de Lozier. Le 23 janvier 1759, il est nommé par le roi "gouverneur particulier des Isles de France, Ste-Marie, Rodrigues et autres petites isles dépendant de ce gouvernement". Cette nomination sera enregistrée au greffe du Conseil Supérieur de l'Isle de France le 8 novembre 1759. Il succède à René Magon.

Son administration prend fin le 14 juillet 1767 avec l'arrivée de son successeur, Jean Daniel Dumas. Desforges-Boucher est ainsi le dernier gouverneur de la Compagnie des Indes et le premier gouverneur royal de l'Isle de France après la rétrocession de l'île au roi Louis XV. Il quitte l'Isle de France pour prendre l'administration de Bourbon le 21 août 1767, en attendant l'arrivée du gouverneur de Bellecombe, représentant du roi.

DESFORGES-BOUCHER Antoine

En 1768, Antoine Desforges-Boucher est nommé colonel. Il se retire peu après sur son habitation au Gol à St-Louis (le château du Gol). Il retourne en France en 1785 après avoir vendu ses biens à Bourbon. Il serait mort en 1790.

En 1778, son filleul, le poète Bertin fait paraître "*Epitre à M. Desforges-Boucher*".

AVANTAGES EN NATURE

"les appointements du Sieur Desforges-Boucher ont été portés à 1800 livres par an et il lui a été accordé 3 barriques de vin et un quart d'eau de vie au prix des employés, cet ingénieur devant au surplus, conformément aux précédents ordres, avoir, comme conseiller honoraire, entrée, séance et voix délibérative dans le Conseil lorsqu'il se traitera d'affaires qui concerneront son ministère.

Lettre du Directeur de la Compagnie des Indes,
au Conseil Supérieur 21 mars 1742

Source

R. Lucas, M. Serviabile, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St. Denis, CRI, 1986.

Illustration : Château du Gol (A. Roussin)



Jean
D'ESMENARD
(dit Jean d'Esme)

23 septembre 1893 - 24 février 1966

Romancier, metteur en scène
Président de la Société
des Gens de Lettres

Fils de Jean-Baptiste-Albert d'Esménard et d'Isabelle Patu de Rosemont, Jean-Marie-Henri d'Esménard est né "fortuitement" à Shanghai (Chine) le 23 septembre 1893. Son père, fonctionnaire créole des Douanes en poste en Chine était originaire de Ste-Marie (Réunion).

Sa première enfance se passa en Indochine puis à la Réunion où il vécut avec son oncle, le Dr Jules Auber. Lauréat du lycée Leconte de Lisle, il partit poursuivre des études de droit à Paris en 1912. En 1914, il fut reçu en deuxième position au concours de l'Ecole Coloniale. Diplômé de l'école des Langues Orientales et licencié en droit, son avenir paraissait assuré dans l'administration. Mais la guerre éclata. Engagé volontaire, blessé, il fut réformé et obtint la croix de Guerre et la Légion d'honneur. Démobilisé en 1918, il épousa Mlle Mareschal de Bièvre.

Renonçant à la carrière coloniale, Jean d'Esme — son nouveau nom de plume — se lança dans le journalisme. Il parcourut l'Afrique, l'Asie et l'Océanie pour les grands quotidiens et un public en mal d'exotisme. En 1921, il commença une carrière littéraire avec son premier roman *Thi-Ba, fille d'Annam*. Il rate le Fémina et son deuxième roman (*Les Dieux Rouges*) sortit en 1923 avec cette bande : "Le Livre que tout le monde lit, l'auteur dont tout le monde parle". C'est le début d'une production prodigieuse : 27 romans, nouvelles, récits de voyages et de chasse aux grands fauves. Toute son œuvre exalte l'action coloniale française, "Voici notre Kipling français" dira Robert de Flers.

Le 17 août 1925, il est reçu à l'Académie de la Réunion "après 13 ans d'éloignement". Les grands éditeurs se battent pour lui ouvrir leurs collections. La Seconde Guerre mondiale ne compromet pas sa carrière. Le 28 mars 1955, il est élu président de la Société des Gens de Lettres. Un nouveau combat commence pour lui à son arrivée à l'Hôtel de Massa en succédant à Paul Vialar.

Deux projets lui tiennent à cœur : la loi sur la propriété littéraire et la Caisse des Lettres pour que les écrivains puissent avoir la couverture de la Sécurité Sociale. Aidé par les députés Deixonne et Viaite, les sénateurs Bordeneuve et Lamousse et avec le soutien de Gaston Defferre, il réussira dans cette double entreprise.

D'ESMENARD Jean

Président de l'Association Nationale des Ecrivains de la Mer et de l'Outre-Mer, vice-président de la Société des Ecrivains Combattants, Jean d'Esme a tourné comme producteur et metteur en scène : *Razaff le Malgache* (1925), *Peaux Noires* (1930), *Sable de feu*, *la Grande Caravane* (1934), *Sentinelle de l'Empire* (1938), *La Grande Inconnue* (1939). Elu en 1947 à l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, il en avait assuré la présidence en 1962. Il meurt à Nice le 24 février 1966.

LA LOI SUR LA PROPRIETE LITTERAIRE

"La loi sur la propriété artistique et littéraire sera votée cette année...du moins je l'espère. Et elle sera votée dans le sens que nous souhaitons, toujours avec les mêmes appuis. Je tiens à en exprimer ici ma profonde gratitude à ceux qui m'aident pour aboutir à solutionner cette question. Grâce à l'accession au gouvernement d'hommes tels que les ministres Bordeneuve et Billères, le sort des intellectuels et des écrivains en particulier, est en bonnes mains. J'ai toujours trouvé auprès d'eux l'audience amicale, la compréhension la plus sûre de nos intérêts moraux et matériels, et l'appui le plus ferme. Et tout cela est également vrai pour M. Gaston Defferre".

Jean d'Esme, Entretien avec M. de Nordeck, 1957

Bibliographie

Thi-Ba, fille d'Annam. Les Dieux Rouges. L'Ame de la Brousse. Les Barbares. Le Soleil d'Ethiopie. Tornades. Fièvres. Que la Vie est Belle. Ce Maroc que nous avons fait. Les Nomades de la Gloire. Epaves Australes. L'Île de la Solitude. L'Homme des Sables. Bournazel, l'homme Rouge. A travers l'Empire de Ménéllick. L'Île Rouge. Afrique Equatoriale Française. Les Défricheurs d'Empire. Les Maîtres de la Brousse. Chasse aux Grands Fauves. Les Chevaliers sans Eperons. Les Impériaux. La Grande Horde. La Poule d'Eau. Le Conquérant de l'Île Rouge. La Marche vers le Soleil

Source

- Victor Gautrez, in *Académie de la Réunion*, vol 8, St-Denis, Imp Drouhet
- Robert Cornevin, *Hommes et Destins*, Acad. des Sciences d'Outre-Mer

Photo : Jean d'Esme (Jibé)



Mgr Félix **DESPREZ**

14 avril 1807 - février 1895

Premier évêque de la Réunion

Julien-Florian-Félix Desprez naquit à Ostricourt (Cambrai) le 14 avril 1807. Après des études chez son oncle, curé de Cumey près de Douai, au Collège de Douai et au petit Séminaire de Cambrai, il entra au Grand Séminaire de Cambrai pour des études de philosophie et de théologie. Ordonné prêtre en 1830, il fut aussitôt nommé vicaire de la cathédrale de Cambrai avant de desservir la paroisse de Pont-à-Marcq dont il reconstruisit l'église. En 1843, il passa à Templeuve et trois ans plus tard il devint le premier curé de l'église Notre-Dame à Roubaix.

Par décret présidentiel du Prince Louis Napoléon Bonaparte du 12 juillet 1850, l'abbé Desprez fut nommé à l'évêché de St-Denis. Le 5 janvier 1851, il fut sacré évêque de St-Denis dans l'église Notre-Dame de Roubaix par Mgr Régnier, archevêque de Cambrai, assisté des évêques de Gand et de Bruges. Entre-temps, le 27 septembre 1850, le pape Pie IX transforma la Préfecture apostolique de la Réunion en diocèse.

Mgr Desprez arriva à St-Denis le 22 mai 1851. L'accueil fut grandiose. Une foule immense venue de toute l'île voulut saluer en personne le premier évêque de la Réunion. En 1852, il accueillit le créole Hubert-Delisle, le nouveau gouverneur par ces mots : « *La France veut le bonheur de cette colonie par la religion* ».

Pendant deux ans et demi, Mgr Desprez visita son diocèse. Le 20 décembre 1853, il quitta la Réunion pour Paris et Rome. Il assista le 8 décembre 1854 à la proclamation de l'Immaculée Conception à Rome. Il retourna à St-Denis le 26 avril 1855 par *La Virginie*. L'accueil fut protocolaire et populaire : 13 coups de canon, accueil par un détachement du 3^e régiment d'infanterie de Marine et la fanfare du corps, et présence d'une foule en liesse.

Considérant que l'ancienne cathédrale était trop petite, Mgr Desprez voulut construire une nouvelle cathédrale située entre les rues Ste-Marie, J. Dodu, J. Chatel et R. Garros. Estimé à 900 000 francs, ce bâtiment ne sera jamais terminé. La première pierre fut posée avec ferveur le 9 octobre 1856. La crise économique aura raison de la *cathédrale cassée*. En 1933, le chantier va laisser place au futur collège J. Dodu.

Par décret du 14 février 1857, Mgr Desprez fut muté à Limoges. Il quitta l'île le 9 mai, accompagné jusqu'au rivage de St-Denis par une foule qui lui fit des adieux déchirants.

DESPREZ

Son successeur Mgr Maupoint n'arriva dans l'île que le 23 septembre 1857.

C'est à la requête de Mgr Desprez que les jésuites acceptèrent d'évangéliser les engagés indiens arrivés sur l'île. Ainsi le père Dury fut envoyé de Maduré mais il mourut peu de temps après son arrivée.

Mgr Desprez avait pour mission d'affirmer l'autorité de l'Eglise auprès des pouvoirs civils et militaires et de régler le ministère paroissial. Le comportement de chaque prêtre est revu et la rigueur et l'uniformisation sont de mise : il est interdit de fumer, un examen théologique est imposé à chaque prêtre et les détails de la liturgie sont harmonisés. Mgr Desprez exige également des autorités locales que lui soient rendus «*les honneurs publics auxquels il a droit*». Promu archevêque de Toulouse en 1859, puis cardinal en 1879, il meurt subitement en février (le 21 ?) 1895 d'une crise cardiaque. *Le Ralliement* du 22 février 1895 se borne seulement à annoncer son décès survenu «*hier*». Mais quand on sait que les nouvelles d'Europe arrivaient par bateau, on reste sceptique !

LE DEPART DE MGR DESPREZ

«*Votre arrivée, Monseigneur, a fait naître une nouvelle ère pour la colonie : la religion a reçu une impulsion sérieuse ; les principes moraux ont prévalu avec plus d'autorité. Par la fermeté de votre foi, comme aussi par la douceur de votre caractère, par l'abondance de votre charité et la patience de votre zèle, vous avez répandu autour de vous des bienfaits qui seront votre éternelle consolation.*»

Hubert-Delisle, Gouverneur de la Réunion

Source

A.J., *Album de la Réunion*, Tome I, St-Denis

Illustration : Mgr Desprez (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



**Adrien
DEVALS (Frère Denis)**

22 septembre 1893 - 22 septembre 1964

Bâtisseur des Ecoles Chrétiennes

Fils de Justin Devals, cultivateur et de Marie Drulbe, Adrien-Elie Devals est né le 22 septembre 1893 à la ferme de la Pommayrasse, près de Naucelles, dans l'Aveyron. Très tôt — à l'âge de 12 ans — il sentit naître la vocation religieuse. Le plus difficile fut, dans ce milieu rural, de l'annoncer à ses parents.

Un jour qu'il bêchait avec son père dans les champs, il prit son courage à deux mains et s'adressant à lui, tremblant, il lui dit : "Père, je désire être frère des écoles chrétiennes, pour toute ma vie". Son père, alors de lui répondre : "As-tu assez de gagner ton pain chez nous ?". "Non, lui répond Adrien, mais je me sens le désir de sauver des âmes !". Alors, lui répond son père, il faut absolument que tu en parles à ta mère". Avec sa maman, beaucoup plus sentimentale, il n'y eut pas de difficultés. La réponse de la mère fut "oui".

Il entre en formation au noviciat de Rodez et prend le nom de Frère Xenophon-Denis. Après avoir terminé le jувénat, le petit-noviciat, le noviciat et le scolasticat — les quatre étapes de sa formation religieuse — il est envoyé à la Réunion. Il débarque en 1911 à peine âgé de 18 ans, et pendant 53 ans, il va se consacrer à la formation des jeunes Réunionnais et à la construction des équipements scolaires.

De 1911 à 1920, il enseigne à St-Denis, puis de 1920 à 1930 il alternera entre St-Pierre et St-Denis, s'occupant des tout-petits. En 1930, il prend la direction de la communauté scolaire de St-Michel au chef-lieu.

En 1933, il est à nouveau nommé directeur d'école au collège St-Charles à St-Pierre. L'école en bois d'alors, tombe en ruines, rongée par les mites et les ans. Le Frère Denis prend l'initiative de construire une école en dur et durant trois ou quatre années qu'il y restera, un bâtiment avec rez-de-chaussé et étage, comportant neuf classes, verra le jour.

Pour lutter contre la délinquance juvénile, une association fut créée, dirigée par Maître Fernand Sanglier, avocat à la Cour d'Appel de St-Denis. L'Association Pour l'Enfance Coupable et Abandonnée (l'APECA) décida d'établir un centre en altitude, à la Plaine des Cafres. C'est le Frère Denis qui fut chargé en 1937 de construire ce centre de rééducation. Le centre reçut ses premiers internes en 1939.

DEVALS Adrien

Animé d'une fièvre de bâtisseur, il construit dans les Hauts de St-Denis, sur le modèle suisse, la maison de repos de St-François baptisé Aguerria, qui ouvre ses portes pour l'été 1943.

Le cyclone de 1948, qui détruit 80% du parc immobilier réunionnais, force le frère Denis à recommencer ses travaux surtout pour le complexe de St-Michel. Des travaux qui dureront 10 ans avant que le nouveau collège St-Michel ne rouvre ses portes, pour ses 1 200 élèves.

Dans la nuit du 22 septembre 1964, le Frère Denis fut terrassé pendant son sommeil. Une foule fervente assista aux cérémonies religieuses à l'Eglise St-Jacques et l'accompagna au cimetière de l'Est.

Pour le centenaire de sa naissance, son nom sera donné le 25 septembre 1993, à l'ex-rue Montante en face du collège St-Michel. Après la messe solennelle, concélébrée par Mgr Aubry, un buste du Frère Denis fut dévoilé dans la cour du Collège.

MORT LE JOUR DE SON ANNIVERSAIRE

"Jeune venu, il s'est amalgamé au pays et a vécu heureux et enthousiaste, créole parmi les créoles. Il est mort le jour anniversaire de sa naissance (22 septembre) ayant passé le quart de son existence dans le monde (18 ans) les trois-quarts dans la vie religieuse (54 ans) ; le quart en Métropole, les trois-quarts à la Réunion."

Croix Sud, 18 octobre 1964

Source

Croix Sud

Illustration : Frère Denis (libé)



Pierre-Médard **DIARD**

19 mars 1794 - 16 février 1863

Naturaliste agronome
Introduceur de la canne Diard

Pierre-Médard Diard est né le 19 mars 1794 au château de la Brosse, en Touraine. Après des études secondaires, il s'inscrit en médecine à Tour. Mais dans une France en guerre permanente, il s'engagea en 1813 dans les armées napoléoniennes. Il se battit avec héroïsme pour la patrie en danger dans le 3^e régiment des Gardes d'honneur. Après la chute de l'Empire, Pierre, qui avait 20 ans, décida de continuer ses études à Paris. Il fut recommandé auprès de Cuvier par un ami de Châteaurenard, le Dr Dutrochet, qui l'encouragea dans ses recherches.

Le 5 juillet 1818, Pierre Diard fut envoyé par le Muséum d'Histoire Naturelle à Calcutta. Se liant d'amitié avec le célèbre Sir Thomas Raffles, gouverneur anglais de Bencoulen à Sumatra, il se laissa convaincre de faire l'inventaire des Iles de la Sonde. Il se rendit ensuite en Cochinchine pour étudier les cultures tropicales, guérissant même le roi Chia Long atteint de la lèpre. La France se montrant pingre pour financer ses recherches, il accepta la proposition de Van der Capelle, gouverneur hollandais de Java en 1824, de s'installer dans la colonie. Il y mit une condition : que le Muséum de Paris, dont il demeura le correspondant jusqu'à sa mort, reçoive le double de toutes les collections d'histoire naturelle qu'il ferait pour le musée hollandais de Leyde.

Inspecteur des cultures de 1825 à 1827, il améliora les rendements d'indigo, de café, de riz et de cannelle à Java. A partir de 1833, il fut nommé Inspecteur de l'élevage des vers à soie et de l'industrie séricole pour les Indes néerlandaises. En 1841, il fit un voyage de recherche dans l'océan Indien et s'arrêta à Bourbon. Il venait rencontrer son correspondant, Charles Desbassayns, pionnier de l'industrie sucrière locale. Pierre Diard lui porta plusieurs boutures de cannes de Java : *Teboâ Mera* (véritable canne rouge de Batavia qu'on appela par la suite canne Diard) et trois cannes d'un "*blanc rose léger*", *Teboâ Kombany*, *Teboâ Glaga* et *Teboâ Japara*. Il ne faut pas confondre la canne rouge Diard avec la canne rouge de Commerson, acclimatée à Bourbon avant d'être diffusée en Martinique, à la Guadeloupe et au Brésil, et qui prit le nom de "*Canne de Bourbon*". La canne Diard, répandue grâce à Claude Richard, botaniste du Jardin Colonial, était plus riche en sucre et plus résistante aux infections que la variété dominante à Bourbon, la canne jaune de Tahiti. En 1855, la canne Diard couvrait 56 500 hectares et fit la fortune des planteurs. L'île Maurice, où la canne jaune fut décimée par l'épiphytie, réclama la canne Diard. Et pour avoir sauvé l'économie insulaire, la Société Royale des Arts et des Sciences de Port-Louis lui décerna, en 1850, la médaille

DIARD Pierre

d'or d'Anderson. A Paris, la Société d'Encouragement lui remit, en 1855, un prix de 1 500 FF et une médaille d'or. La réputation scientifique de Pierre-Médard Diard fit le tour du monde.

Il mourut à Batavia le 16 février 1863, victime du devoir. En effet, pour assurer la conservation de mammifères et d'oiseaux, il avait mis au point un produit à base d'arsenic d'une manipulation extrêmement dangereuse. Une regrettable imprudence lui coûta la vie.

L'HOMME AUX CHEVEUX LONGS

"La figure est bien celle d'un homme de science, habitué à bien observer tout ce qui est devant lui et à réfléchir, en voilant quelque peu sa vue, soit pour mieux regarder un objet, soit pour atténuer l'intensité de lumière des pays chauds. Son front est élevé; ses cheveux sont abondants et longs arrivant jusque sur le cou, à sa poitrine apparaissent les décorations du Lion Néerlandais et de la Légion d'Honneur, en récompense de ses bons services pour l'un, et de son attachement à la science française pour l'autre"

Auguste de Villèle, 1934

Source

A. de Villèle in *Bulletin de l'Académie de la Réunion* Vol. II, 1934

Illustration : P.M. Diard (*Archives Départementales de la Réunion*)



Léon DIERX

31 mars 1838 - 11 juin 1912

Poète

Marais-Victor-Léon Dierx est né le 31 mars 1838 à St-Denis de Jacques Marais Dierx et d'Anne-Marie Deheaulme.

Le 15 août 1853, il part pour la France avec son oncle Edouard Cerclé et un grand chagrin d'amour. Il n'a que 15 ans et les études au lycée Henri IV ne lui font pas oublier les yeux de cette cousine, Marie-Héloïse Lory des Landes, qui «renvoient l'éclat de la mer et du ciel». Il abandonne des études d'ingénieur pour s'adonner à la poésie. En 1858 il publie chez Dentu *Aspirations*, son premier recueil de poésies. Une œuvre de jeunesse !

En 1860 il revient à la Réunion et il retrouve la jeune cousine fiancée à un autre cousin germain, Adrien Bellier. Il quitte l'île une seconde fois le 6 juillet 1860 avec le même chagrin d'amour et cherche l'oubli dans les voyages. Pendant 2 ans il découvre l'Afrique du Nord, l'Allemagne, l'Italie avant de jeter l'ancre à Paris. Marie-Héloïse épouse Adrien Bellier en 1865.

Sa carrière poétique est définitivement lancée en 1864 avec *Poèmes et Poésies*, d'essence parnassienne. Il collabore au *Parnasse Contemporain* publié en 1866 par l'éditeur Alphonse Lemerre et en 1867 il fait paraître *Les Lèvres Closes*, ouvrage bien accueilli par la critique.

En 1868 une grave crise économique à la Réunion ruina sa famille. Et lui, l'aîné de dix enfants, fut privé de la pension que lui envoyait son père. Il trouva un emploi à la Compagnie de chemin de fer Paris-Orléans et mena petite vie. Il eut à souffrir du siège de Paris et de la défaite de 1870. La vie culturelle parisienne qui reprit après-guerre fut moins favorable à sa pièce dramatique *La Rencontre*. Présentée le 24 février 1875 à la salle Tailliebout ce fut un échec retentissant. Il souhaite revoir la Réunion, et sa mère lui écrit en 1878 qu'il aurait un poste de chef de chantier dans la construction du chemin de fer.

Avec l'appui du député de Mahy, il put trouver un petit emploi dans l'administration à Paris et cessa d'écrire en 1878. Il n'avait plus rien à dire, avoua-t-il. Et il se contenta de survivre chichement. Mais sa réputation établie lui permit de faire partie du groupe de poètes qui veilla le corps de Victor Hugo à l'Arc de Triomphe le 22 mai 1885; et d'ob-

DIERX

tenir la croix de la Légion d'Honneur le 13 juillet 1890. En 1887, Marie-Héloïse perd son mari. La veuve repousse encore une fois les avances discrètes du poète.

Le 11 juillet 1892 le vieil homme retourne à l'île natale. Il en repart comme à regret sans chagrin d'amour. Suprême consécration : en octobre 1898, à la mort de Mallarmé il est sacré *Prince des Poètes*.

Mais son existence matérielle continuant à se dégrader, le Conseil Général de la Réunion lui vota une pension annuelle de 1 200 F en 1910. Quelques voix discordantes s'élevèrent même contre cette mesure humanitaire. Il mourut aux Batignolles le 11 juin 1912. Un monument fut érigé à sa mémoire place des Batignolles.

Là-bas, au flanc d'un mont couronné par la brume
Entre deux noirs ravins roulant leurs frais échos
Sous l'ondulation de l'air chaud qui s'allume
Règne un bois toujours vert de sombres filaos.

L. Dierx, Les Filaos

Bibliographie

- *Aspirations*, 1858
- *Poèmes et Poésies*, 1864
- *Les Lèvres Closes*, 1867
- *Les paroles d'un Vaincu*, 1871
- *La Rencontre*, 1875 (pièce dramatique)
- *Les Amants*, 1879

Photo : Léon Dierx (*Léon Dierx, un poète déraciné*)



**Franck
DIJOUX**

21 juin 1914 - 9 janvier 1988

Prêtre exorciste

Né le 21 juin 1914 à Cambuston, Louis-Stanislas-Franck Dijoux est l'aîné d'une famille modeste de 5 enfants. Il perd son père très jeune et doit alors subvenir aux besoins de la famille. Il entre comme ouvrier ajusteur tourneur sur les chantiers de chemin de fer et au port de la Rivière-des-Galets.

Alors qu'il «file un mauvais coton», il décide un jour de changer de vie et de se consacrer à Dieu. Sa décision ne ravit pas outre mesure sa mère dont il est le soutien. En 1938, il entre au séminaire de Saint-Hlan près de Saint-Brieux. Mais de graves ennuis de santé vont le conduire au sanatorium dans les Pyrénées orientales. Il reprend ses études théologiques mais le mal empirant, il fait de fréquents séjours dans les établissements spécialisés.

Ordonné prêtre le 2 juillet 1950, il revient à la Réunion. De 1951 à 1954, il est vicaire à Saint-Jacques, puis curé à Bras-Panon. Une rechute l'éloigne de la Réunion ; il y revient comme aumônier de la Providence et du CHD de Bellepierre. De 1960 à 1974, il est curé à l'Entre-Deux. Il s'occupe du spirituel et du loisir des jeunes. On parle toujours du cinéma qu'il a construit dans cette commune rurale (salle de St-Vincent de Paul).

En 1974, il s'installe à la Plaine des Cafres comme aumônier de l'Association pour la Protection de l'Enfance Coupable et Abandonnée (APECA). Il quitte ce poste quand l'association devient une structure laïque. Mais «oublié» dans une salle de l'association, il y restera encore 2 ans.

Ne voulant pas quitter la Plaine des Cafres, il s'installe à son compte à la Grande Ferme où il construit une chapelle et une cure pour pratiquer l'exorcisme. Herboriste et fin psychologue, il guérit les blessures du corps et de l'âme. Il sera jusqu'en 1980 l'exorciste du diocèse, et sa réputation de guérisseur et de chasseur de démons se propage rapidement dans l'île. Même quand il sera remplacé en 1981 par le père Carrof, nombreux sont ceux qui continueront à faire la queue à la Grande Ferme.

Il meurt dans son bureau, le samedi matin 9 janvier 1988 alors qu'il recevait des paroissiens. Son corps fut veillé pendant 48 heures et ses obsèques eurent lieu le lundi 11 janvier 1988 en l'église paroissiale du 23^e km.

DIJOUX

COMME UNE LOCOMOTIVE

"Même s'il n'occupait jamais les devants de la scène, n'apparaissait pas à la télévision ni ne parlait à la radio, le père Dijoux était sans doute le prêtre le plus connu et le plus apprécié de tous les Réunionnais.

Sa fonction d'exorciste l'exposait à faire face à toutes sortes de misères, à la fois morales, physiques et spirituelles. On venait de toute l'île, certaines familles pauvres louaient même des taxis, pour voir le père Dijoux dans sa cure de la Grande Ferme au 27^e km, au village le plus haut de l'île."

Eglise de la Réunion, n°97, février 1988.

Source

Eglise de la Réunion, n° 97, février 1988.

Photo : F. Dijoux (Archives Départementales de la Réunion)

Louis-Charles DIOMAT

20 mars 1789 - 8 janvier 1864



**Ingénieur
Conseiller général franc-créole**

Fils aîné de Charles-Vincent Diomat (1760-1832) et de Jeanne-Elizabeth Berthault (1765-1843), Louis-Charles Diomat est né à St-Denis le 20 mars 1789. Son grand-père Jean Diomat était arrivé dans l'île en 1744 et avait épousé, le 19 juillet 1746, Marie-Thérèse Royer. Il mourut le 11 avril 1763 à l'âge de 36 ans.

C'est son père, officier de Marine qui lui donna les premières bases éducatives. Il poursuivit ses études à la pension Morau à St-Denis où il montra de véritables aptitudes pour les sciences et les mathématiques. Son père le fit entrer aux Ponts et Chaussées où le jeune commis dessinateur se fit apprécier. M. Ribet, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées le prit dans son service. Nommé ingénieur en second en 1815, le jeune Diomat fit l'intérim comme ingénieur en chef en 1817, année où il obtint la croix de la Légion d'honneur. Il avait alors 28 ans.

Cette carrière prometteuse fut contrariée en 1827. Il donna sa démission et réintégra la vie civile s'estimant victime d'une injustice. Brunet dans son *Histoire des Francs-Créoles* raconte : *"Malgré ses droits et son mérite, il s'était vu préférer, pour les fonctions d'ingénieur en chef titulaire, une créature de la famille Desbassyns, alors toute-puissante"*.

Il rallia ouvertement le mouvement des Francs-Créoles de Nicole de la Serve. Il fut même nommé *"chef civil"* de l'association secrète. En 1832, il fut élu conseiller général de St-Denis. Dès les premières séances, sa combativité se fit remarquer. Au projet de la commission qui affirmait : *"La représentation coloniale vient, après une longue et légitime attente, vous exprimer les vœux d'un pays qui, privé depuis si longtemps d'institutions libérales..."*. Diomat proposa un amendement qui consistait à substituer à ces mots, *"Privé depuis si longtemps d'institutions libérales"*, ceux-ci : *"privé depuis trente ans des institutions qu'il possédait"*. Il voulait ainsi protester contre les actes dictatoriaux dont la colonie avait été victime et contre le régime absolu qui, pendant si longtemps, avait été la loi de son gouvernement. C'est dans cette même session que l'ancien ingénieur de l'Etat fit son rapport, resté célèbre, sur les travaux publics.

En 1833, le gouverneur Cuvillier répara une injustice en l'appelant aux fonctions d'ingénieur colonial, chargé en chef du service des Ponts et Chaussées. Il y retourna pour le diriger jusqu'en 1850.

DIOMAT Louis-Charles

Parmi ses nombreuses réalisations, citons surtout la cathédrale de St-Denis.

En août 1857, il fut choisi par l'assemblée municipale de St-André comme conseiller général en remplacement d'André Féry, décédé.

Il mourut le 8 janvier 1864 à l'âge de 74 ans et ses funérailles eurent lieu le lendemain à 16 heures à sa cathédrale de St-Denis. Le convoi quitta la maison de M. Toussaint de Quiévre-court, rue de la Compagnie. L'ultime hommage fut rendu par MM. Elie Pajot et Schneider.

L'HOMME QUI SE FIT TOUT SEUL

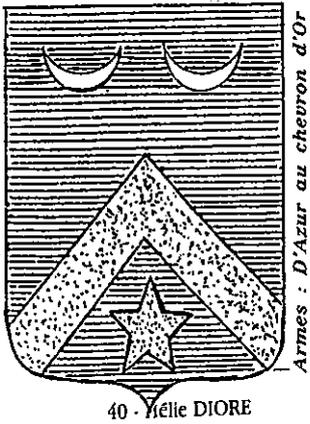
"M. Diomat s'est fait lui-même ; il s'est fait seul ; il n'est jamais sorti de ce pays où il est né ; il n'a point été demander la science ou seulement l'instruction la plus vulgaire à des climats étrangers. La colonie pourtant à l'époque où se reportent son enfance et sa jeunesse était totalement privée de toute apparence d'instruction publique. Le dernier proviseur ecclésiastique du collège avait été réduit à l'impuissance et nous traversions les jours les plus orageux de notre première révolution. Eh bien ! Je dis, messieurs, que lorsque, sans maîtres, sans livres, sans aide ni appui quelconque, de soi-même et par soi-même ; au moyen de la seule force d'une volonté constante et persévérante, on arrive à être un homme instruit comme l'a été M. Diomat, on est doué d'une force de caractère qui vous place tout à fait en dehors de la ligne des hommes ordinaires".

Elie Pajot, Eloge nécrologique, 9 janvier 1864

Source

Brunet, *Histoire des Frانس-Créoles*

Illustration : Cathédrale de St-Denis (A. Roussin)



Elie **DIORE**

Circa 1686 - juillet 1741

Gouverneur (commandant) de l'île Bourbon

Fils d'Elie Dioré, négociant à la Rochelle et d'Anne Dupont, Elie Dioré, Sieur de Périgny, naquit à la Rochelle vers 1686.

Cornette au régiment de Vivian St-Christeau en 1704 puis au régiment de Cayeux en 1705, il fut promu capitaine du régiment de la Tour.

Le 17 novembre 1723, il épousa Henriette Juppín de Fondaumière à la Rochelle. Ils auront sept enfants. Elle était la fille du négociant Jacob Juppín et de Marie de Fondaumier.

Réformé de son corps de cavalerie le 1er décembre 1723, Elie Dioré reçut quelques jours plus tard, le 17 décembre 1728, une commission de lieutenant du roi pour la lointaine île Bourbon. En fait il dut sa nomination à la protection du directeur Mouchard. Fait chevalier de St-Louis en même temps que Desforges Boucher - et ce pour paraître convenable, il arriva dans l'île en septembre 1724, accompagné de son épouse et de son beau-frère Jacques Juppín de Fondaumière qui lui servit de secrétaire. Le futur gouverneur était illettré.

Parti de Lorient sur le *Duc de Chartres*, il s'était arrêté à l'Isle de France avant de prendre la *Vierge de Grâce* pour rallier l'île Bourbon. Il y arriva le 12 septembre 1724.

Dioré passera peu de temps à Bourbon. Son gouvernement laissera peu de souvenirs heureux. Il est associé à la crise du café et aux tentatives de dépeuplement de l'île pour coloniser l'Isle de France.

Sous Dioré va commencer la crise du café avec la chute des cours et l'arrivée sur le marché d'une production excédentaire difficile à écouler, surtout en ce qui concerne le café indigène.

Dioré prendra la place du chevalier de Nyon comme gouverneur à l'Isle de France. Sicre de Fontbrune va le remplacer, à St-Denis, comme gouverneur temporaire. En fait, il signera toujours comme commandant. Le nom de Dioré est attaché au développement du quartier de Ste-Suzanne.

Il meurt en juillet 1741

LE CAFÉ COULÉ

Déjà en 1722, le gouverneur de Pontichéry qui était passé à Bourbon, avait fixé le prix d'achat du café à 8 sous la livre. A partir de juillet 1730, il tombera à 6 sous pour atteindre 5 sous en 1738.

En 1726, il n'y avait que quelques employés de la Compagnie et des soldats à l'Isle de France mais pas de colons. Une présence somme toute symbolique. On en parla à Bourbon, et à Dioré, futur gouverneur de l'île sœur. Pour activer le peuplement, le Conseil Supérieur décida qu'il fallait en effet peupler le pays en femmes que l'on marierait aux soldats et aux ouvriers, afin de les exciter (sic) à demeurer dans l'île. De plus, l'île offrait des atouts considérables aux nouveaux immigrants : des terres, l'exonération des droits de concessions, des semences et des facilités de remboursement sur 3 ans pour les esclaves et les outils.

R. Lucas/M. Serviabile, *les Gouverneurs de la Réunion*

Source

R. Lucas/M. Serviabile. *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis, CRI, 1986

Illustration : Armoiries Dioré (ADR)



Juliette DODU

15 juin 1848 - 28 octobre 1909

Héroïne

Juliette Dodu est née à Saint-Denis le 15 juin 1848 d'un père — Adolphe Dodu, chirurgien de marine en poste dans l'île, mort deux ans plus tard — et d'une mère née Desailfre de Pellegrin, qui se remarie avec M. Fait du quartier de la Possession.

Juliette part en France en 1864, à l'âge de 16 ans, accompagnant sa mère redevenue veuve et ses deux demi-frères. Grâce au soutien de l'impératrice, sa mère obtiendra un poste de directrice du bureau télégraphique à Pithiviers.

La guerre et la débâcle de 1870 les trouvent dans cette petite ville. Les Prussiens investissent Pithiviers le 20 septembre 1870. Tous les moyens de communication avec le reste de la France sont coupés. Sauf une liaison télégraphique avec Orléans. Juliette Dodu rétablit les communications en morse avec l'armée française. Pendant 17 nuits, «*la jeune créole inexpérimentée*» intercepte les dépêches ennemies et les communique aux autorités françaises. Elle sauve ainsi la vie des 40 000 soldats du général de Paladines. Dénoncée par une servante le 15 janvier (selon Mlle de Heaulme alors que M. Le Siner parle du 9 janvier), elle est découverte.

"Je suis française et ma mère aussi. J'ai agi pour mon pays. Messieurs, faites de moi ce que vous voudrez" aurait-elle annoncé fièrement aux envahisseurs. Condamnée à mort comme espionne, elle est graciée par le prince Frédéric-Charles. La signature de l'armistice intervenant deux jours plus tard, elle est heureusement libérée.

Saluée comme la nouvelle Jeanne d'Arc, Juliette Dodu sera la première femme à recevoir la médaille militaire et la Légion d'Honneur à titre militaire. Dans le décret du 30 juillet 1878 signé du président Mac Mahon, il est cité : «*a intercepté des dépêches au péril de sa vie en 1870, a été condamnée à mort par l'ennemi et sauvée par la cessation des hostilités.*»

Abandonnant le service des Postes en 1880, elle devient inspectrice des écoles et des salles d'asile. Elle s'installe en Suisse et meurt à Clarens chez son beau-frère, le peintre Odilon Redon, le 28 octobre 1909. On lui fera des funérailles nationales.

Une plaque est posée sur sa maison natale à St-Denis le 11 novembre 1924. Une rue et un établissement scolaire pour jeunes filles portent son nom.

DODU

Mais des voix discordantes se sont élevées mettant en cause son héroïsme. Que reproche-t-on à Juliette Dodu ? Deux choses.

1. Elle n'aurait jamais été receveuse des postes à Pithiviers en 1870. Elle n'aurait rien intercepté au péril de sa vie et elle n'aurait jamais sauvé personne. Par contre sa mère aurait pu...
2. Elle aurait été une «catin», maîtresse du prince Frédéric-Charles de Prusse. En d'autres temps, elle aurait été accusée de délit de collaboration avec l'ennemi, fusillée ou tondu.

Et les «calomniateurs» de parler d'escroquerie journalistique montée de toutes pièces par M. de Villemessant, grand reporter et ami de Juliette qui abusa de la confiance de Mac Mahon et de Gambetta. On parle aussi d'intoxication délibérée pour atténuer la défaite militaire honteuse de 1870 en offrant à l'opinion publique, traumatisée par l'invasion de la France, l'exemple d'héroïsme qui fit tant défaut à l'armée française.

"Qu'elle ait été une catin, quelle importance cela peut-il avoir du point de vue national ? Les services rendus en sont-ils pour autant diminués ? Les troupes qu'elle a sauvées l'ont-elles été moins en raison de sa conduite privée ? Certes non. Alors cela n'a aucune espèce d'importance. Et nous n'avons aucun droit de lui demander compte de sa vie privée."

R. Guichard, Le Balai, 19 octobre 1959

Source

M. Serviable in *Clepsydre*, n°14 (l'affaire Juliette Dodu).

Illustration : J. Dodu (*Archives Départementales de la Réunion*)



Luc
DONAT

17 mai 1925 - 4 avril 1989

Auteur - Compositeur - Interprète

C'est le 17 mai 1925 qu'André-Joseph-Emilien Donat et Marie-Lucie-Octavie, née Eléonore, donnent naissance à Luçoy dit Luc. Entouré de ses frères et sœurs (Renée, Suzel, Gilbert, Inel, Alix), il vit une enfance tranquille dans une famille aisée de l'entre-deux-guerres : une mère au foyer et un père, homme d'affaires, installé rue de la Victoire à St-Denis. Pour les fêtes familiales de fin d'année, sa sœur Renée joue du piano, et Luc, du violon, initié par sa grand-mère maternelle, Marie, elle-même violoniste.

Ainsi, Luc vit dans un univers de musique. Il n'a que 5 ans lorsque son père ouvre sa maison d'éditions musicales. A la fin des années 30, il fréquente l'école de Musique de St-Denis. Fossy, compositeur fétiche de Fourcade, et Lacouture, spécialiste du violon, sont deux de ses professeurs. C'est également à cette époque qu'il rencontre Jules Arlandâ.

Après avoir effectué ses études au lycée Leconte de Lisle, il entre à la fin de la guerre, comme greffier au tribunal de St-Denis. Mais sa passion reste la musique. A 19 ans, il a déjà enregistré son premier disque chez Affejee, dans des conditions plutôt "folkloriques" : le studio est un hangar où sont entreposés des cartons.

A la fin de la guerre, il décide de monter un orchestre. Il contacte alors Jules Arlanda et ils animent ensemble bals, mariages, et soirées privées. Puis c'est l'époque de l'hôtel d'Europe où se produisent également Loulou Pitou et Rico Bourhis.

En 1954, fini le tribunal, Luc Donat choisit définitivement la musique et s'envole pour 4 ans à Madagascar. A Tananarive, il anime les soirées du Colbert et de la Caravelle. C'est là qu'il rencontre le fantaisiste parisien Jacques Gauthier. Invité par ce dernier à monter à Paris, en 1958, il accepte avec enthousiasme. Moins d'une semaine après son arrivée, il a déjà signé un contrat de 5 ans chez "Vogue". Il montera ensuite sa propre maison de disques, "Donali". A l'émission "36 chandelles" de Jean Nohain, comme au Moulin Rouge où il fait courir le tout Paris, "L'amour lé doux" connaît un succès retentissant. Premier artiste réunionnais à percer à Paris, il se fait sacrer "Roi du Ségâ". Mais il joue également du jazz et de la musique classique, sillonnant hôtels, cafés, concerts et cabarets, en compagnie notamment de René Audrain qui le retrouva, plus tard, à la Réunion.



Louis DORET

15 janvier 1789 - 1^{er} février 1866

Gouverneur de la Réunion

Louis-Isaac-Pierre-Hilaire Doret est né le 15 janvier 1789 à St-Jean d'Angely en Charente-Inférieure. Le jeune Louis commence sa carrière comme mousse dans la marine impériale. En 1815, jeune enseigne, il propose à l'empereur déchu, Napoléon 1^{er}, de le transporter en sécurité aux Etats-Unis. La manœuvre échoue, et à la Restauration il paiera cher sa fidélité à l'empereur.

Destitué, il entre dans la marine marchande. Après la Révolution de 1830, il est réintégré dans son grade et peut reprendre sa carrière militaire. Le 1^{er} mars 1831, il est nommé lieutenant de vaisseau. En 1839, il devient capitaine de corvette et en septembre 1844, capitaine de vaisseau. Il est à la retraite quand le président Louis-Napoléon appelle "l'ancien aide-de-camp de l'Amiral Baudin et chaud bonapartiste" comme gouverneur de l'ex-Ile Bonaparte en remplacement de Sarda Garriga. Il est préféré à Conilh qui pourtant connaît mieux l'île, ayant été délégué de la colonie en France. Conilh, ancien directeur du *Temps*, est également l'ami personnel de Thiers.

Il arrive dans l'île le 15 avril 1850 à bord de l'*Eurydice*. Candide Azéma, en l'accueillant au nom de la ville de St-Denis, lui précise que la Réunion "attend une main tutélaire qui ranime le crédit, vivifie l'industrie, ravive l'agriculture et apporte le bien-être au sein de nos populations".

Sous son administration, l'indemnisation des propriétaires d'esclaves est achevée, alors que les équipements sanitaires et sociaux, rendus nécessaires par l'abolition de l'esclavage, commencent à apparaître. En poussant à la colonisation des hautes plaines (plaine des Cafres et plaine des Palmistes), il incite à la diversification agricole pour sortir du tout-canne. Les cultures vivrières et fourragères sont encouragées. Sous son mandat, l'île accueille son premier évêque, Mgr Desprez le 21 mai 1851.

La fin de son administration est marquée par une grave épidémie de variole amenée par le bateau *La Sophie* qui débarquera des engagés contaminés le 17 septembre 1851. L'épidémie dura un an et fit 1413 morts. Doret termine son mandat le 8 août 1852. Il est fait sénateur par décret du 4 mars 1853.

Il meurt le 1^{er} février 1866. M. Nas de Tourris représenta la Réunion aux funérailles.

LES OBJECTIFS DU RETRAITE

St-Denis le 15 avril 1850

Habitants de l'île de la Réunion,
Appelé par le choix du Président de la République au gouvernement de l'île de la Réunion, je n'ai point hésité à faire à une colonie qui depuis si longtemps possède toutes mes sympathies le sacrifice de la vie tranquille et indépendante à laquelle mes longs services me donnaient droit.

Rassuré par les souvenirs que je conserve du pays, j'ai repoussé les timides conseils de ceux qu'effrayaient pour moi les difficultés des circonstances, et sans m'aveugler sur ces difficultés, je n'y ai vu qu'un motif de plus d'accepter le poste de confiance et d'honneur qui m'était offert.

Fort de mes intentions, animé de l'esprit de justice, de conciliation, et de fermeté qui présidera à tous mes actes, assuré que le concours de tous les hommes d'ordre et de bien ne me manquera pas, je prends avec sécurité la direction des hauts intérêts qui me sont confiés; heureux si, après le temps plus ou moins long que je suis appelé à passer au milieu de vous, je puis, lorsque ma tâche sera terminée, avoir des actions de grâces à rendre à la Providence pour le bien que j'aurai pu faire.

Doret

Source

R. Lucas, M. Serviabile, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis, CRI, 1986

Illustration : L. Doret (Roussin)



Théodore **DROUHET**

4 avril 1817 - 18 octobre 1904

**Gouverneur aux Indes
Président du Conseil Général
et sénateur**

Julien-Théodore Drouhet est né à la Rochelle le 4 avril 1817. Il arriva dans l'île à 12 ans avec ses parents. Après avoir été l'un des plus brillants élèves du collège Royal de Bourbon, il y retournera comme professeur le 1^{er} octobre 1833. Il n'a pas encore 17 ans ! Le 27 avril 1835, il épouse Marie-Ange Zélie Rolland, dont il aura 10 enfants. En 1838 il devint titulaire de la chaire de grammaire. Le 31 août 1841, il donna sa démission de l'enseignement public pour créer un établissement privé : l'Institut Drouhet qui ouvrit ses portes le lendemain, 1^{er} septembre 1841. Il fusionnera par la suite avec un autre établissement (Christophe) pour devenir en 1845 l'École de Joinville. Drouhet avait acheté l'immeuble Joinville en 1841 de la succession Joseph Béraud.

Le 1^{er} mai 1848 pourtant, il retournait au lycée (l'ex-collège Royal) comme proviseur. Il n'avait que 31 ans. Il va administrer l'établissement pendant 18 ans. On retiendra qu'en novembre 1848, Sarda Garriga fit occuper militairement le lycée après des manifestations. L'établissement accueillit de nouveau les lycéens en février 1849.

Le 1^{er} janvier 1866, Théodore Drouhet fut nommé inspecteur et chef de l'Instruction Publique. Il fut remplacé au lycée par son gendre Oscar-François Klein, qui avait épousé le 2 avril 1864 Marie-Zélie Drouhet. Une révolte de lycéens en mai 1866 salua cette nomination. La révocation d'un certain nombre d'enseignants envenima la situation. Le lycée fut fermé par le gouverneur Dupré et M. Klein présenta sa démission. Drouhet partit en mission en France et le lycée accueillit les lycéens le 11 juin. De graves incidents eurent lieu également en 1868. Par ailleurs, suite à une enquête financière, certaines "irrégularités" furent découvertes et Drouhet en assumait la responsabilité. Il fut admis à faire valoir ses droits à la retraite par arrêté du 17 mai 1869 et cessa ses fonctions le 31 juillet suivant.

Il fit ses premiers pas dans la politique locale quand il fut nommé conseiller municipal de St-Denis le 8 mars 1867. Il conserva ce siège jusqu'à son départ pour la France le 7 mai 1870. Dès son retour il s'y consacra totalement. Il fut élu conseiller général de St-Denis le 19 février 1871 et conseiller municipal le 5 mars 1871. Il sera réélu le 25 avril 1875 et le 27 avril 1879 à la municipalité. Au Conseil Général, il fut élu vice-président le 7 décembre 1871. Elu président le 19 mai 1873 il déclina l'honneur en préférant garder sa "position militante".

DROUHET Théodore

Il accepta la charge suprême le 20 juin 1874, et fut réélu président le 10 novembre 1874, le 18 mai 1875, le 4 novembre 1875, le 8 juin 1876 et le 30 avril 1878.

Le 20 mars 1880 il fut nommé directeur de l'Intérieur à la Guyane et la même année, le 2 novembre, il devint gouverneur des établissements français aux Indes. Le 21 juillet 1884, il refusa le poste de trésorier-payeur à la Réunion, préférant se consacrer à la politique. Il retourna dans l'île fin décembre 1884. Le 13 septembre 1886, il fut élu conseiller général de St-Denis et réélu en 1889. Il retrouva également son fauteuil de président du Conseil Général à trois reprises : le 27 juillet 1887, le 24 novembre 1887 et le 19 juin 1890. En 1890, il fut élu sénateur de la Réunion et réélu en 1893 malgré la vive opposition d'Albert de la Serve.

Il mourut à Paris le 18 octobre 1904 à l'âge de 88 ans. Son épouse continuera à la tête de l'Imprimerie Drouhet, située au 48 rue de l'Eglise à St-Denis, l'œuvre de son époux. Elle racheta même tout le matériel d'imprimerie et de reliure de l'Imprimerie Gaston Lahuppe le 24 septembre 1904. Rappelons que c'est Drouhet qui avait imprimé en 1884 l'*Histoire des Francs-Créoles* de Louis Brunet.

IL A VECU PLUSIEURS VIES

"Messieurs, quelle existence vient de s'éteindre. De quelle vitalité intense, de quelle énergie, de quelle puissance de travail, de résistance de volonté fut doué cet homme qui pendant plus d'un demi-siècle a occupé tant de fonctions publiques et les a remplies toutes avec une égale autorité et une si haute distinction."

Louis Brunet
discours sur la tombe de T. Drouhet.

Source

Le Ralliement, le 6 janvier 1894

Eugène Rousse, *Théodore Drouhet*, St-André, Graphica, 1995

Illustration : T. Drouhet (*Archives Départementales de la Réunion*)



Pierre-Benoît DUMAS

20 mai 1696 - 29 octobre 1746

Gouverneur de la Réunion

Fils de Pierre Dumas et de Marie Philippe, fille d'ouvrier en soie, Pierre-Benoît est né à St-Roch le 20 mai 1696. Quand son père mourut en Hollande en 1708, c'est son parrain, Pierre Dulivier qui s'occupa de lui. Il épousa le 23 juillet 1722 Marie-Gertrude Van Zill, fille du commandant hollandais de Negapatam.

Prédécesseur de Labourdonnais aux îles et de Duplex aux Indes, Dumas fut l'homme du Sud. C'est lui qui lança effectivement la colonisation de cette partie de la Réunion décidée par Desforges-Boucher. 244 concessions furent attribuées, pendant ses huit années d'administration, entre la Ravine du Gol et la Ravine des Remparts. Comme Régnauld, il souhaitait créer une ville autour de l'immense concession (plus de 1 000 hectares) qui s'étendait du "battant des lames au sommet des montagnes" sur le futur emplacement st-pierrois. Il fit même dessiner par Antoine de Bavière un projet de plan urbain en damier, et concéda à cet effet 48 emplacements à la Rivière d'Abord le 26 août 1733. Cette opération donna naissance à la ville de St-Pierre nommée ainsi affirme-t-on pour perpétuer la mémoire de Pierre Dumas.

C'est également l'homme du désenclavement. Il fit entreprendre, par Pierre Boisson et Abraham Muron, la construction d'un chemin reliant St-Denis au lieu-dit la Possession. Ce tracé sinueux de 30 kilomètres décidé le 16 juin 1730 allait devenir la route de la Montagne. Le 3 août 1733, il chargea Delisle et Rivière d'ouvrir le tronçon Ste-Marie-St-Benoît, et la route reliant St-Paul à la nouvelle concession de la Rivière d'Abord.

Son administration fut marquée par un complot d'esclaves qui avorta à la suite d'une dénonciation. Mais le gouverneur s'était donné entre-temps les moyens d'assurer la sécurité et son autorité. Deux compagnies d'infanterie s'établirent à Bourbon. Cette période restera marquée par le développement du café et des espoirs qu'il suscita. Le gouverneur n'était d'ailleurs pas le dernier à y souscrire.

"On ne peut rien voir de plus beau que les plantations de café qui réussissent à faire, et font un tel progrès, qu'il est à présumer qu'elle sera en état d'en fournir dans quelque temps la quantité nécessaire pour la consommation du royaume".

Dumas connaîtra également à Bourbon son lot de cyclones, d'épidémies et de contestations. Les habitants, mécontents des traitements infligés par Dumas et la

DUMAS Pierre

Compagnie des Indes, décidèrent cette fois de ne pas seulement se satisfaire d'une pétition mais d'envoyer en France trois des leurs pour défendre leurs positions auprès des directeurs. La démarche de Sicre de Fontbrune, Pierre Cadet et Deguigné fut vaine. Au contraire, Dumas fut récompensé par sa nomination comme gouverneur général des établissements français dans l'Inde.

Il quitta l'île le 8 août 1735 par le *Duc de Bourbon* avec son épouse, 42 000 livres de café de Bourbon que l'on espérait vendre au Coromandel, 13 000 piastres et sa nomination comme gouverneur de Pondichéry. Il mourut le 29 octobre 1746.

SANTE ET SALUBRITE

Du 18 décembre 1734

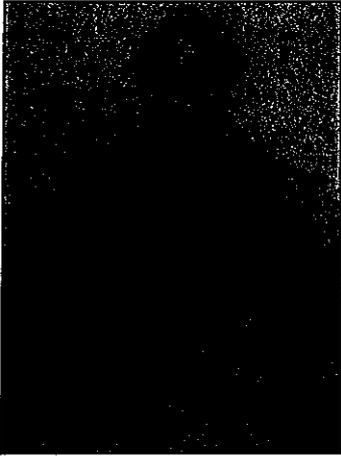
"Nous voyons tous les jours avec plaisir avec quelle promptitude les équipages scorbutiques se rétablissent en cette île, dont l'air paraît avoir une vertu particulière contre cette maladie. Les plus exténués échappent presque toujours s'ils peuvent vivre seulement vingt-quatre heures après avoir été mis à terre. Il est bien fâcheux que ce ne soit pas de même à l'île de France, pour une raison qui nous est inconnue. Si tous les capitaines qui viennent de cette île ne nous assuraient que les malades ont bien de la peine à s'y rétablir et qu'il en meurt beaucoup, nous aurions de la peine à nous persuader qu'il y a une différence si considérable dans des climats si peu distants.

Signé : DUMAS

Source

R. Lucas, M. Serviabile, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis, CRI, 1986

Illustration : Le café (A. Roussin)



Jules DUPRE

13 novembre 1813 - 8 février 1881

**Vice-amiral
Gouverneur de la Réunion**

Marie-Jules Dupré est né à Strasbourg le 13 novembre 1813 (article nécrologique du *Journal d'Outre-Mer*, alors que dans *Hommes et Destins T III* on annonce 25 novembre 1813 à Albi). A 17 ans il entre à l'École Navale pour une carrière brillante dans la marine. On le retrouve capitaine de frégate le 8 mars 1854.

La réputation de Dupré n'est plus à faire quand il arrive dans la colonie comme gouverneur. Le marin et ses faits d'armes n'étaient pas inconnus des Réunionnais. Pendant la guerre franco-russe, il eut l'occasion de révéler son génie créateur. Il transformera les énormes machines de guerre qu'il avait à commander en batteries flottantes. Le 17 octobre 1855, les Russes virent avec étonnement ces navires, qu'ils prirent pour des chalands, s'avancer vers le fort qui défendait l'entrée du Dniepr. La paralysie fut alors totale quand ces bateaux sans mâts ni parois ouvrirent le feu de leurs 50 canons. En moins de trois heures la défense russe fut anéantie, provoquant la reddition de l'ennemi. Les batteries flottantes de Dupré étaient appelées à un brillant avenir. Il sera promu capitaine de vaisseau le 7 novembre 1858.

C'est alors qu'il était chargé des opérations navales dans la mer des Indes que le Capitaine Dupré eut l'occasion de faire de courts séjours à la Réunion. En 1861 il est dans l'océan Indien. A la fin de cette même année, il conclut un traité de commerce avec Madagascar. En 1864 il rentre en France. Il est nommé gouverneur de la Réunion en octobre 1864.

Dès son arrivée par l'*Emyrne* le 7 janvier 1865, en homme énergique, il prend la mesure de la sinistrose ambiante. Il réorganise la Chambre d'Agriculture de l'île le 9 octobre 1867 pour mettre fin à la bureaucratie administrative de cette organisation. La nouvelle chambre de 33 membres comprenait 26 délégués élus par les comités agricoles des communes. La même année, le 3 août 1867, il est promu contre-amiral.

Mais deux événements graves vont marquer son administration :

- une révolte lycéenne en mai 1866,
- les émeutes de décembre 1868 qui firent 8 morts et 19 blessés graves à St-Denis. La ville fut placée en état de siège.

DUPRE Jules

Quand la troupe commença à tirer sur la foule, l'historien Henri Azéma affirme que le gouverneur Dupré jouait aux cartes. Il se serait alors écrié : "quel malheur". Un arrêté en date du 22 octobre 1869 nomma Laborde gouverneur par intérim. Dupré fut rappelé en France. Nommé en février 1870 commandant en chef de la division navale des mers de la Chine et du Japon, puis gouverneur de Cochinchine le 12 janvier 1871, il fut fait grand officier de la Légion d'honneur et nommé vice-amiral en 1875.

Il mourut à Paris le 8 février 1881, en son domicile rue de Ponthieu, à l'âge de 68 ans.

LE SANG VERSE

Habitants de St-Denis

Des citoyens égarés, résistant à toutes les sollicitations d'une autorité paternelle, taxant de faiblesse la répugnance profonde de l'autorité pour le sang versé dans la rue, n'ont pas craint d'attaquer à main armée les troupes réunies pour la défense de l'ordre et le triomphe de la loi.

Le malheur qu'on voulait à tout prix conjurer n'a pu être évité : le sang a coulé dans les rues de St-Denis.

L'autorité manquera à son premier devoir si elle ne prend les mesures les plus sévères pour empêcher le renouvellement de ces criminels désordres.

Elle a déclaré la ville en état de siège et se trouve munie des pouvoirs nécessaires pour arrêter immédiatement tous les agitateurs et fauteurs de troubles. Mais si les mauvais citoyens doivent trembler, que les bons se rassurent ! C'est dans l'intérêt de leurs biens, de leurs existences, de l'honneur de leurs familles que cette mesure décisive est prise.

Le gouvernement fait un appel énergique à leur concours actif et à celui de la milice que la marche rapide des événements a empêché de réunir ce matin. Il faut que les hommes de désordre et les amis de l'ordre se comptent. Il faut que ces derniers, en se ralliant hautement à l'autorité, fassent voir où se trouve la majorité, la véritable opinion, et qu'il soit clairement constaté pour chacun que la lutte est désormais impossible.

Dupré, le 3 décembre 1868

Source

- R. Lucas, M. Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis 1986
- In *Hommes et Destins* T III
- *Journal d'Outre-Mer* repris par la Malle

Illustration : J. Dupré (Archives Départementales de la Réunion)



Paul **DUSSAC**

15 octobre 1877 - 12 mars 1938

Conseiller Général
Avocat anarchiste - Journaliste
Militant anti-colonialiste

Fils de Paul Dussac, docteur en droit, avocat puis magistrat, le jeune Paul vit le jour le 15 octobre 1877 (1876 selon Randrianja) à Simféropol en Crimée. Son père, communalard exalté, s'y était réfugié après l'échec de la Commune. Il y rencontra et épousa Mlle Alory. Amnistié, il ramènera sa famille à la Réunion quatre ans plus tard. Après des études au lycée de St-Denis, Paul part à Paris pour sa licence de droit. De retour à la Réunion, il fut élu conseiller général en 1902. Mais son extrémisme agace ; il fit même arborer le drapeau tricolore un 14 juillet à la cheminée de l'usine des Dussac. Il aurait épousé Marguerite Voïart qui serait par la suite partie pour Maurice.

Paul Dussac s'installa alors à Mayotte, racheta une petite sucrerie en exerçant comme "agent d'affaires". Il s'engagea comme simple soldat en 1914 et se battit dans les tranchées européennes. Quand il rentra à Mayotte après la victoire en 1918 avec le grade d'adjudant, il découvrit que l'Etat avait saisi son domaine pour non-paiement d'impôts en son absence. Il en conçut un vif sentiment de révolte. Il recommença à zéro en se faisant octroyer deux concessions à Nossy-Bé, où mourut son père, et les appela par provocation *Soviet et Lénine*. Il devint correspondant dans l'île de la Ligue des Droits de l'Homme.

En 1925, Paul Dussac rencontra le leader nationaliste malgache et journaliste Jean Ralaimongo. Il collabora au journal anti-colonialiste *l'Opinion* de Diego-Suarez et combattit le projet de travail obligatoire (Smotig). Ralaimongo fut arrêté et emprisonné avec d'autres nationalistes malgaches (Rovoahangy). Dussac se vit refuser d'assurer leur défense et décida de s'occuper du journal. Il fut à son tour emprisonné. Pourtant le 20 juin 1928 il donnait une image rassurante de lui-même : "Candidat à la députation (à la Réunion) ayant participé à la Grande Guerre, il ne saurait prêter son concours (...) à un organe anti-français". Quittant *l'Opinion* et Diego-Suarez, il mit à profit son déplacement judiciaire à Tananarive pour fonder avec Abraham Razafy un journal social-démocrate *Le Réveil de Madagascar*. Avec deux communistes français — Edouard Planque et François Vittori — ils tentèrent d'organiser, en 1929, une manifestation publique sur "les droits des Français" ; Les Malgaches étant censés avoir la nationalité française.

La manifestation fut réprimée et leurs auteurs condamnés. Cette répression vit la radicalisation des positions de Dussac. Il milita contre "le pouvoir colonial français" et

DUSSAC Paul

pour l'indépendance de Madagascar. Il créa, avec Jules Ranaivo et Emmanuel Razafindrakoto, le journal indépendantiste *l'Aurore Malgache*. De décembre 1928 à 1935, Dussac sera inculpé six fois par Cayla et passera quatre années en prison. Sa femme mourut de misère et ses enfants furent abandonnés à l'hôpital. Malgré ces épreuves douloureuses, Dussac ne fléchit pas. Libéré en 1935, il fonde, le 27 octobre, un nouveau journal (*La Nation Malgache*) en espérant la victoire du Front Populaire en France. C'est lui d'ailleurs qui présidait le Comité du Front Populaire créé à Tananarive le 26 août 1936. Quelques jours plus tôt, le 11 août, il avait créé la Section Française de l'Internationale Communiste, Région de Madagascar, suivi de son organe de presse *Le Proletariat Malgache*. Mais pour les autorités coloniales il deviendra vite un "dangereux communo-autonomiste", menaçant l'intégrité de l'Empire. Même le parti communiste français prendra ses distances le considérant comme un escroc ou un usurpateur. Parti à Paris, en avril 1937, pour s'expliquer, il y meurt d'une congestion cérébrale le 12 mars 1938. Tout Madagascar prit le deuil. Si le retour de ses cendres fut refusé, on donna son nom à une importante rue de Tananarive.

"Dussacoff", agitateur bolchevique pour le pouvoir et "St-Paul" pour Ralaimongo, Paul Dussac fut un acteur important de l'histoire de Madagascar.

APPEL AU PEUPLE MALGACHE

"Peuple malgache, ne te laisse plus bernier ; c'est un devoir pour moi de te le dire. Jamais l'impérialisme français ne fera de toi un peuple libre en t'accordant les droits de citoyen français (...). Tu n'as plus qu'une chance de salut, c'est ton indépendance. Cette indépendance tu y as droit. Réclame-la, ne cesse pas de réclamer. Le prolétariat français t'aidera à l'obtenir."

Paul Dussac, *l'Aurore Malgache*, 16 juin 1933

Source

- P. Boiteau, *Contribution à l'Histoire de la Nation Malgache*, Paris, Ed Sociales, 1958.
- S. Randrianja, *Le Parti Communiste de la Région de Madagascar*, Ed Foi et Justice, 1989.

Illustration : Paul Dussac (Jibé)



DUY-TAN
dit Prince VINH-SAN
 Août 1900 - 24 décembre 1945

Patriote

Le prince Vinh-San est né à Hué dans l'empire d'Annam (le Vietnam d'aujourd'hui) en août 1900. En 1907, son père Bu-Lan abdique en sa faveur. Il devient empereur sous le nom de Duy-Tan. En 1916, des forces nationalistes tentent de renverser le protectorat français. Il sera arrêté, déchu de son trône et envoyé en exil à la Réunion. Le 20 novembre 1916, la famille royale annamite débarque du *Guardiana* à la Pointe-des-Galets.

Le prince Vinh-San s'adapte vite à sa nouvelle vie, rue Bertin. Bricoleur génial, il devient le premier radioélectricien de l'île. Il sera chargé de construire le premier émetteur récepteur officiel de l'île. FR 8VX communique avec le monde entier. Excellent musicien, il pratique aussi l'équitation et l'escrime. Il participe à des compétitions hippiques et donne des cours de fleuret. Il participe aussi activement à la vie culturelle et politique de l'île. Il affiche pendant le Front Populaire des convictions radicales socialistes. Il s'installe comme réparateur de radio à l'angle des rues Labourdonnais et Jules Auber. Quand éclate la seconde guerre mondiale, il est parmi les premiers à se rallier au général de Gaulle. Il communiquera avec les Forces Françaises Libres à l'aide d'un émetteur caché tantôt dans un caveau désaffecté du cimetière de l'Est tantôt sous le pont du Barachois, affirme Simon Lucas. Il se débrouille aussi pour capter les émissions de la BBC et ainsi tenir informée une partie de la population sevrée d'informations par la censure pétainiste ou abrutie par la propagande. Il est emprisonné pour ses convictions politiques du 7 mai au 19 juin 1942.

Après le débarquement des forces gaullistes du *Léopard* le 28 novembre 1942 et le ralliement de l'île au général de Gaulle, il sera radiotélégraphiste à bord du vaisseau de guerre pendant quelques temps. Il s'engage ensuite dans l'armée de terre, toujours dans les transmissions, à la caserne Lambert. Décoré de la médaille de la Résistance française en mars 1945, il quitte l'île au mois de mai de la même année pour participer à la campagne d'Allemagne. Il négocie alors son retour pour l'Indochine. Sa restauration sur le trône d'Annam aurait même été évoquée avec de Gaulle.

Le courrier d'Air France reliant Paris à Madagascar, le 24 décembre 1945, s'écrasa dans la nuit à 60 km de Bangui. Il n'y eut aucun survivant. A bord, il y avait 3 membres d'équipage et 6 passagers dont le prince Vinh-San. Il fut enterré le 26 décembre dans le petit cimetière de M'baiki. La population réunionnaise pleura cette disparition tout

DUY-TAN dit Prince VINH-SAN

comme sa femme et ses enfants.

Le 20 février 1987, sa dépouille fut exhumée et envoyée à Paris. Après une cérémonie religieuse à la pagode de Vincennes, ses cendres furent ramenées à Hué, l'ancienne capitale impériale, le 29 mars 1987. Sur son mausolée, a été gravée l'épithaphe qu'il avait lui-même rédigée :

"J'ai conscience d'avoir servi la France autant que mon propre pays".

AU GENERAL DE GAULLE

« Mon général, c'est avec une profonde émotion que j'ai reçu la médaille de la Résistance française que, sur la proposition de votre gouverneur de la Réunion, vous avez bien voulu me décerner. En m'accueillant de cette façon parmi ceux qui, en juin 1940, n'acceptèrent point que la France fut diminuée par la perte d'une bataille, vous m'avez fait un honneur qui me lie plus encore, si c'est possible, à la parole que je me suis donnée depuis fort longtemps de servir la nation de laquelle je tiens tout mon patrimoine spirituel.

Permettez que je vous apporte ici l'hommage de ma gratitude envers le chef des Français libres, à la voix auquel je me suis rallié dès le 18 juin 1940.

Ce jour-là, mon général, vous avez dit : la France n'est pas seule ; elle a un vaste empire derrière elle.

Et le lendemain, vous lanciez cet appel : soldats de France, où que vous soyez, debout !

Matériellement, je n'avais peut-être pas le droit de m'appeler ainsi, mais ayant, dès le 24 août 1939, demandé à m'engager dans l'armée française, en juin 1940, je me suis considéré comme un soldat de la France en guerre.

Et obéissant à votre mot d'ordre, j'ai fait de mon mieux pour cette France libre, dont je suis inéluctablement citoyen. Dès le début de 1941, j'essayais par un message au gouverneur de l'île Maurice, de vous faire connaître que je me mettais à votre disposition. Enfin, arriva le Léopard... »

Prince Vinh-San

Source

Mémorial de la Réunion, n°5, St-Denis, 1980.

Photo : Prince Vinh-San (*Archives Départementales de la Réunion*)